

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2690

2 octobre 2014

SOMMAIRE

Abengoa Concessions Investments S.à r.l.	129083	Orchalux S.à r.l.	129080
Abengoa Yield S.à r.l.	129084	Origami Atelier d'Architecture et d'Urbanisme	129080
Alessandro-Volta-Strasse Wolfsburg Real Estate S.à r.l.	129111	Orlide S.A.	129080
«Apparel IP S.à r.l.»	129113	Orlide S.A.	129080
AXA Private Debt III S.C.A., SICAR	129084	PACCOR Group Holdings S.à r.l.	129120
La Perla Cugnana	129075	Parness S.A.	129083
Leopard Germany Property ME 1 S.à r.l.	129074	Parque D. Pedro 1 B.V.	129080
Luxembourg Central Station Centre ...	129074	Participe S.A., SPF	129084
Lux Multi-Flex	129074	Patinvest S.A.	129120
LVS Luxembourg IV S.à r.l.	129075	PB Consulting S.A.	129074
LVS Luxembourg V S.à r.l.	129075	PB Consulting S.A.	129120
Marathon S.à r.l.	129075	Philcars / West-Pneus S. à r. l.	129080
Mazarin Investissements	129076	Pia Invest	129081
MIF Holdings S.à r.l.	129076	Pilato s.à r.l.	129074
Milton Holding S.A. SPF	129076	Pillet Property S.à r.l.	129081
MKS Luxembourg S.à r.l.	129076	Planète Délices S.à r.l.	129081
Mondimmo S.A.	129077	ProLogis UK LXXXVIII S.à r.l.	129081
Montagna	129077	ProLogis UK XCI S.à r.l.	129081
Montagna	129077	Quinlan Private Herbert Client Holdings S.à r.l.	129083
Morgan Stanley International Finance S.A.	129119	Reech AiM Group	129082
Nakina Finance S.à r.l.	129077	REOF II S.à r.l.	129084
Navitas Holding Group S.à r.l.	129078	Reunit S.A.	129083
Nemset S.A.	129078	Ride Fast Motorsports S.A.	129119
New Luxembourg China S.A.	129078	Riviera Holding 1 S.à r.l.	129082
Nexia S.A.	129078	Riviera Holding 2 S.à r.l.	129082
Niel Natural Resources Investments S.A.	129078	Riviera Holding 3 S.à r.l.	129082
NS Investissements S.à r.l.	129079	Rosname S.A.	129083
OCM Luxembourg Stilo Investment S.à r.l.	129079	SFLW S.A.	129079
Olamobile S.à r.l.	129079	Shire Luxembourg S.à r.l.	129120
Opacco S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial, (SPF)	129079	Staredition Holding S.à r.l.	129079
		Valeant International Luxembourg S.à r.l.	129077
		Vivalto Home	129075
		Westcoast S.A.	129076

Leopard Germany Property ME 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 156.011.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

M. Robert Kimmels

Gérant

Référence de publication: 2014110660/13.

(140132643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Luxembourg Central Station Centre, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 173.943.

Il est porté à la connaissance de tous que les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2014110690/11.

(140132805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Lux Multi-Flex, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 132.422.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110687/10.

(140132713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

PB Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 15, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 96.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2014110872/10.

(140132469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Pilato s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4171 Esch-sur-Alzette, 138, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 159.545.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014110886/10.

(140131734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

La Perla Cugnana, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 62.409.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110698/10.

(140132085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

LVS Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 173.260.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110738/9.

(140132425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

LVS Luxembourg V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 176.930.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110739/9.

(140132424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Marathon S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 111.374.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110748/9.

(140132314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Vivalto Home, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 146.462.

Extrait de résolutions présent par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 20 mai 2014

1. Les administrateurs et commissaire sortant sont renommés jusqu'à l'assemblée générale qui aura lieu en 2019 pour l'approbation des comptes annuels 2018.

Administrateurs:

- Monsieur Daniel Caille, demeurant à 36, rue de la Ronce F-92410 Ville d'Avray
- Monsieur Benoît della Faille de Leverghem, demeurant à 2, Hoogvorstweg B-3080 Tervuren
- Monsieur Guillaume Raoux, demeurant à 55, rue de la Fédération F-75015 Paris

Commissaire:

- Stratego Trust, avec son siège social au 370, route de Longwy L-1940 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014114611/17.

(140134126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Mazarin Investissements, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 145.851.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110750/9.

(140132402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

MIF Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 87.500,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 118.664.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110783/10.

(140132551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Milton Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 29.103.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110787/9.

(140132079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

MKS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.893.375,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 84.795.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110790/10.

(140132450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Westcoast S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 114.360.

EXTRAIT

Il résulte du Conseil d'administration qui s'est tenu le 21 juillet 2014 à 18:00 au siège social de la société que:

- la démission avant terme de Madame Beatriz Garcia de son mandat d'administrateur B de la société a été acceptée;
- Monsieur Benjamin Bodig, demeurant au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, est nommé administrateur B par cooptation, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, jusqu'à sa ratification par l'assemblée générale des actionnaires lors de la prochaine réunion, avec expiration du mandat en 2017.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014111082/16.

(140132234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Mondimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.
R.C.S. Luxembourg B 139.082.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014110796/10.

(140131735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Montagna, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 170.980.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110798/9.

(140132377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Montagna, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 170.980.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110799/9.

(140132378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Nakina Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 173.268.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110807/9.

(140132827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Valeant International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.162.358.864,00.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 182.009.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la société en date du 6 juillet 2014

Il résulte des décisions prises par résolution de l'actionnaire unique en date du 6 juillet 2014 que l'actionnaire unique décide nommer pour une durée indéterminée un nouveau gérant A:

- M. Michael Kennan, né le 4 avril 1968 à Dublin, Irlande, avec résidence professionnelle à 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg,

En addition de Messieurs Marcin Edward Jedrzejuk, gérant A et Kuy Ly Ang, gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014114592/17.

(140133610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Navitas Holding Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.230.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110814/9.

(140131820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Nemset S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 70.156.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110816/9.

(140131861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

New Luxembourg China S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 140.806.

Extrait des Résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire tenue le 16 juin 2014

Le mandat du commissaire aux comptes, DMS Management Services (Luxembourg) s.à.r.l., établie et ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 43 Bd Prince Henri a été renouvelé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110817/13.

(140132065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Nexia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 105.358.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110818/10.

(140132651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Niel Natural Resources Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 169.421.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu en date du 24 Juillet 2014

Le Conseil d'Administration de la Société a décidé en date du 24 Juillet 2014 de transférer le siège social de la Société actuellement à L-1249 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 15, rue du Fort Bourbon à L-1660 Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), 60, Grand-Rue avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 24 Juillet 2014.

Référence de publication: 2014110819/13.

(140132034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

NS Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3333 Hellange, 36, Beeteburgerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 174.082.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110822/9.

(140132589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

OCM Luxembourg Stilo Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 150.916,08.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 155.455.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110835/10.

(140131882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Olamobile S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Staredition Holding S.à r.l.).

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 161.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OLAMOBILE (Anciennement STAREDITION HOLDING SARL)

Signatures

Référence de publication: 2014110838/11.

(140132248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Opacco S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial, (SPF), Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 38.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110839/11.

(140132224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

SFLW S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 115.311.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2014110980/13.

(140132535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Orchalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 40, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 142.023.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110840/9.

(140132525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Origami Atelier d'Architecture et d'Urbanisme, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 359, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 168.396.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110841/9.

(140131978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Orlide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 150.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110842/9.

(140132781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Orlide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 150.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110843/9.

(140132782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Parque D. Pedro 1 B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.-F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 104.463.

Les Comptes Annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110844/9.

(140131762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Philcars / West-Pneus S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8540 Ospern, 1A, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 136.250.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110884/9.

(140131905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Pillet Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 139.153.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Pillet Property S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014110856/11.

(140132808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

ProLogis UK LXXXVIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 87.580.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110863/10.

(140132285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

ProLogis UK XCI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 87.583.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110864/10.

(140131957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Planète Délices S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 69, avenue du Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 149.085.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique tenue au siège social le 20 mai 2014:

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, du gérant suivant:

- Madame Sylvie Mazzaro, demeurant professionnellement au 69, Avenue du 10 Septembre, L-2551 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PLANETE DELICES S.à r.l.

Référence de publication: 2014110889/14.

(140132497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Pia Invest, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 148.629.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110885/9.

(140132696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Riviera Holding 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 184.600.

—
Extrait du contrat de transfert de parts sociales en date du 23 juillet 2014

Suite au contrat de transfert de parts de la Société en date du 23 Juillet 2014, il est à noter que les 12500 parts sociales de la Société ont été transférées à Son Altesse Sheikh Salman Bin Hamad Bin Isa Al Khalifa, née le 21 Octobre 1969 à Riffa, Bahreïn, ayant son adresse au PO Box 836 Manama, Bahreïn.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014110910/15.

(140132144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Riviera Holding 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 184.561.

—
Extrait du contrat de transfert de parts sociales en date du 23 juillet 2014

Suite au contrat de transfert de parts de la Société en date du 23 Juillet 2014, il est à noter que les 12500 parts sociales de la Société ont été transférées à Son Altesse Sheikh Abdulla Bin Hamad Bin Isa A! Khalifa, né le 30 juin 1975 à Riffa, Bahreïn, ayant son adresse au PO Box 836 Manama, Bahreïn.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014110911/15.

(140132152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Reech AiM Group, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 26, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 116.129.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110907/9.

(140131690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Riviera Holding 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 184.562.

—
Extrait du contrat de transfert de parts sociales en date du 23 juillet 2014

Suite au contrat de transfert de parts de la Société en date du 23 Juillet 2014, il est à noter que les 12500 parts sociales de la Société ont été transférées à Son Altesse Sheikh Khalifa Bin Hamad Bin Isa Al Khalifa, né le 04 juin 1977 à Riffa, Bahreïn, ayant son adresse au PO Box 836 Manama, Bahreïn.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014110912/15.

(140132214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Parness S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 76.584.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014110867/10.

(140131661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Quinlan Private Herbert Client Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 131.831.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110901/10.

(140132441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Reunit S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 443, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 91.973.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110929/10.

(140132673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Rosname S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 127.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110937/9.

(140132405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Abengo Concessions Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 183.030.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 2 mai 2014:

1. que la démission de M. Mario Cohn en tant que gérant de classe B est acceptée avec effet au 30 avril 2014;
2. que M. Carl Pivert avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouveau gérant de classe B avec effet au 30 avril 2014 et ce pour une durée indéterminée;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014112948/15.

(140133993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Abengoa Yield S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 183.084.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 2 mai 2014:

1. que la démission de M. Mario Cohn en tant que gérant de classe B est acceptée avec effet au 30 avril 2014;
2. que M. Carl Pivert avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouveau gérant de classe B avec effet au 30 avril 2014 et ce pour une durée indéterminée;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014112949/15.

(140133119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Participe S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 66.935.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014110868/10.

(140131850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

REOF II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 134.400,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 126.591.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.*Pour Reof II S.à r.l.*

Référence de publication: 2014110926/10.

(140132272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

AXA Private Debt III S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 178.166.

—
In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of July.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of AXA Private Debt III S.C.A, SICAR, a société d'investissement en capital à risque adopting the form of a société en commandite par actions governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed dated 22 May 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1799 of 26 July 2013, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 178166, and whose articles of association have for the last time been amended following a deed of 12 June 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1799 of 26 July 2013 (the "Company").

The meeting is declared open at 4.50 p.m. with Mr Robert Brimeyer, private employee, residing in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Amelie Frontain, employee, with professional address in Luxembourg,

the meeting elected as scrutineer Ms Jennifer Ferrand, employee, residing in Luxembourg,

the bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record:

- (i) That the meeting has been convened at this date and time by convening notice sent to each shareholder by registered letter on 4 July 2014. A copy of such convening notices has been given to the bureau of the meeting.
- (ii) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1 To fully restate the articles of association of the Company including the corporate objet clause of the Company, which shall from now on read as follows:

“ **Art. 3. Object.** “The object of the Company is to make risk capital and risk capital related investments seeking the development of the portfolio companies in order to achieve an internal rate of return to investors around 8% per year, net of all fees, expenses and carried interest as a consideration for the risk borne by such investors.

Investments by the Company will consist of risk capital or risk capital related investments in accordance with article 1 of the SICAR Law and Circular 06/241 of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

The Company qualifies as an alternative investment fund (“AIF”) under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”).

A risk capital or risk capital related investment consists in a direct or indirect participation in entities with the view of their launch, development or listing. The Company is subject to the SICAR Law.

The object of the Company consequently includes the acquisition, holding, administration and disposal of direct and indirect risk capital or risk capital related investments in accordance with its investment policy.

The Company’s investment policy is to make investments in worldwide Private Debt Instruments and Other Instruments primarily in Europe and, on an opportunistic basis, in North America and in Asia.

Private Debt Instruments, for the purpose of investments by the Company, may consist inter alia of unlisted corporate loan or bond issue with or without warrants, convertible bonds, participating loans and all financial instruments that are junior to bank, trade or other debt other than equityholder’s debts, but senior to common shares of equity and shareholder’s loans; they shall consequently include any unitranche debt, mezzanine debt or PIK debt, any senior debt through secondary opportunities and, generally, will include any similar debt (the “Private Debt Instruments”).

Other Instruments, for the purpose of investments by the Company, may consist of related equity or equity access instruments (the “Other Instruments”). The Company may notably acquire equity stakes in the context of enforcement of pledges granted to secure the Private Debt Instruments, as well as of the exercise or conversion of any instruments giving access to equity. The Company may also invest any surplus of cash on a short-term basis on cash deposits pending investment in risk capital or distributions to investors. The Company shall not use derivative instruments other than for hedging purposes of its interest rate and currency exchange exposure.

The Company may in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participations, securities, bonds, debentures and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the entities in which it holds a participation or which are members of such entities’ group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever and (iv) make loans in any form whatsoever.

In order to raise funds to pursue its investment policy, the Company will issue shares or share subscription rights and debt instruments of any type to institutional, professional or well informed investors (investisseurs avertis) pursuant to article 2 of the SICAR Law, (the “Well Informed Investors”). According to such article 2 of the SICAR Law, a well-informed investor shall be an institutional investor, a professional investor or any other investor who meets the following conditions: 1) he has confirmed in writing that he adheres to the status of well-informed investor and 2) he invests a minimum of 125,000 Euro in the company, or 3) he has been subject to an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in risk capital. The conditions set forth in this article 2 of the SICAR Law do not apply to directors and other persons taking part in the management of the Company.

The Company may also establish, acquire, dispose of or act on behalf of entities which are either of a similar or comparable kind or serve the objective of the Company directly or indirectly. The object of the Company consequently includes (i) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign entities, (ii) the active and / or passive administration, development and/or management of such holdings and/or entities, as well as (iii) the direct and/or indirect financing of such entities in which it holds a participation or which are members of such undertaking’s group of companies.

To the full extent permitted by the SICAR Law, the Company may undertake transactions of any kind, whether commercial or financial, which are directly or indirectly connected with its object and which would serve the object of the Company directly or indirectly. The Company can also set up branches or subsidiaries and wholly or partly transfer

its business to its affiliates. The Company may also create a company of which the sole purpose would be representing a group of holders of bonds or securities, giving access to the share capital of any portfolio company, in which the Company participates (Masse des Obligataires).

The Company will divest from an investment upon such investment not being permissible anymore under the SICAR Law.

More generally the Company may carry out all activities linked directly or indirectly to, and deemed useful and necessary for the accomplishment of its object remaining always within the limitations set forth by the AIFM Law.”

2 To confer full powers to the general partner of the Company to implement the resolutions to be adopted under the foregoing item of the agenda; and

3 Miscellaneous.

(iii) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

(iv) That it results from said attendance list that out of the six million ninety-five thousand six hundred (6,095,600) Class A Series 1 shares, two million seven hundred nine thousand one hundred fifty-four (2,709,154) Class A Series 2 shares, five million one hundred ninety-two thousand five hundred forty-six (5,192,546) Class A Series 3 shares and one (1) Class B share, four million three hundred fifty-three thousand nine hundred ninety-nine point ninety-two (4,353,999.92) Class A Series 1 shares, two million four hundred fifty-one thousand one hundred thirty-nine point fourteen (2,451,139.14) Class A Series 2 shares, four million nine hundred thirty-four thousand five hundred thirty-one point fifty-four (4,934,531.54) Class A Series 3 shares and the Class B share are duly represented at the present meeting and in consideration of the agenda and of the provisions of article 67, 67-1 and 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the present meeting is validly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda which the shareholders have been duly informed of before this meeting.

Then the general meeting of shareholders, after deliberation, took each time unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to fully restate the articles of association of the Company including the corporate objet clause of the Company, which shall from now on read as follows:

Chapter I. - Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate name. There is hereby established among the shareholders a company (the "Company") in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of association (the "Articles of Association"). The Company is in particular subject to, and these Articles of Association shall, to the extent relevant, be supplemented by the Loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) as amended from time to time (the "SICAR Law") and the confidential offering memorandum (the «Memorandum») of the Company.

The Company will exist under the corporate name of "AXA Private Debt III S.C.A., SICAR".

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the municipality of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by a resolution of the General Partner.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the General Partner.

In the event that in the view of the General Partner extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is to make risk capital and risk capital related investments seeking the development of the portfolio companies in order to achieve an internal rate of return to investors around 8% per year, net of all fees, expenses and carried interest as a consideration for the risk borne by such investors.

Investments by the Company will consist of risk capital or risk capital related investments in accordance with article 1 of the SICAR Law and Circular 06/241 of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

The Company qualifies as an alternative investment fund ("AIF") under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law").

A risk capital or risk capital related investment consists in a direct or indirect participation in entities with the view of their launch, development or listing. The Company is subject to the SICAR Law.

The object of the Company consequently includes the acquisition, holding, administration and disposal of direct and indirect risk capital or risk capital related investments in accordance with its investment policy.

The Company's investment policy is to make investments in worldwide Private Debt Instruments and Other Instruments primarily in Europe and, on an opportunistic basis, in North America and in Asia.

Private Debt Instruments, for the purpose of investments by the Company, may consist inter alia of unlisted corporate loan or bond issue with or without warrants, convertible bonds, participating loans and all financial instruments that are junior to bank, trade or other debt other than equityholder's debts, but senior to common shares of equity and shareholder's loans; they shall consequently include any unitranche debt, mezzanine debt or PIK debt, any senior debt through secondary opportunities and, generally, will include any similar debt (the "Private Debt Instruments").

Other Instruments, for the purpose of investments by the Company, may consist of related equity or equity access instruments (the "Other Instruments"). The Company may notably acquire equity stakes in the context of enforcement of pledges granted to secure the Private Debt Instruments, as well as of the exercise or conversion of any instruments giving access to equity. The Company may also invest any surplus of cash on a short-term basis on cash deposits pending investment in risk capital or distributions to investors. The Company shall not use derivative instruments other than for hedging purposes of its interest rate and currency exchange exposure.

The Company may in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participations, securities, bonds, debentures and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the entities in which it holds a participation or which are members of such entities' group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever and (iv) make loans in any form whatsoever.

In order to raise funds to pursue its investment policy, the Company will issue shares or share subscription rights and debt instruments of any type to institutional, professional or well informed investors (investisseurs avertis) pursuant to article 2 of the SICAR Law, (the "Well Informed Investors"). According to such article 2 of the SICAR Law, a well-informed investor shall be an institutional investor, a professional investor or any other investor who meets the following conditions: 1) he has confirmed in writing that he adheres to the status of well-informed investor and 2) he invests a minimum of 125,000 Euro in the company, or 3) he has been subject to an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in risk capital. The conditions set forth in this article 2 of the SICAR Law do not apply to directors and other persons taking part in the management of the Company.

The Company may also establish, acquire, dispose of or act on behalf of entities which are either of a similar or comparable kind or serve the objective of the Company directly or indirectly. The object of the Company consequently includes (i) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign entities, (ii) the active and / or passive administration, development and/or management of such holdings and/or entities, as well as (iii) the direct and/or indirect financing of such entities in which it holds a participation or which are members of such undertaking's group of companies.

To the full extent permitted by the SICAR Law, the Company may undertake transactions of any kind, whether commercial or financial, which are directly or indirectly connected with its object and which would serve the object of the Company directly or indirectly. The Company can also set up branches or subsidiaries and wholly or partly transfer its business to its affiliates. The Company may also create a company of which the sole purpose would be representing a group of holders of bonds or securities, giving access to the share capital of any portfolio company, in which the Company participates (Masse des Obligataires).

The Company will divest from an investment upon such investment not being permissible anymore under the SICAR Law.

More generally the Company may carry out all activities linked directly or indirectly to, and deemed useful and necessary for the accomplishment of its object remaining always within the limitations set forth by the AIFM Law.

Art. 4. Duration. The Company is formed for a limited duration ending on 21st May 2023. The duration of the Company may be extended on three occasions, for successive periods of one year each, upon proposal by the General Partner, by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority requirements required for any amendment of the Articles of Association.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The Company has a share capital divided into Class A Series 1 shares, Class A Series 2 shares, Class A Series 3 shares, Class B shares, which shall represent a limited interest, and Class C shares, which shall

be held by the unlimited partner (associé-commandité) in representation of its unlimited partnership interest (collectively the “Shares”). Each issued share of whatever class has no par value and will be fully paid up.

The capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of the Company. All Shares of the same class and series shall have the same net asset value.

The minimum capital of the Company shall be (and shall remain), after a period of twelve (12) months following the registration of the Company as a société d’investissement en capital à risque (a “SICAR”), at least one million Euro (EUR 1,000,000.-).

The rights and obligations attached to the Class A Series 1 shares, Class A Series 2 shares, Class A Series 3 shares and Class B shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws, and except as far as the imputation of the Management Fee is concerned, which imputation on the distributions will occur in accordance with the rules further set out in the Memorandum.

The shares of whatever class may be held or acquired by whatever means only by persons or entities qualifying as Well Informed Investors.

Shareholders in the Company will be offered Class A Series 1 shares and, under certain conditions, Class A Series 2 shares and Class A Series 3 shares.

The Class A shares will be allocated as follows:

- Class A Series 1 shares will be issued for the first EUR 30,000,000, subscribed by a shareholder in the Company.
- Class A Series 2 shares will be issued for the part of any commitment of a shareholder amounting between EUR 30,000,001 and EUR 50,000,000.
- For the part of any commitment of a shareholder amounting to more than EUR 50,000,000 Class A Series 3 shares will be issued.

If, for any reason whatsoever, the commitment of a shareholder or a group of shareholders falls below or exceeds the applicable threshold to the series in the relevant class of shares held at the time by such shareholder, the General Partner is, at its entire discretion, entitled to re-qualify (with or without retroactive effect) these shares into shares of such series which effectively corresponds to the commitment of such shareholder at that time. Any requalification of shares by the General Partner shall be notified to the concerned shareholder and shall be reflected in the Company’s shareholders register. To the extent that the effective date of re-qualification of shares into shares of another existing series may have an impact on the calculation of the net asset value of such shares, such will be reflected in the shareholders register and in the information provided to the shareholders, without requirement for the General Partner to create a dedicated series of shares.

Subject to the preceding paragraph, new series and / or classes of shares can be issued at the discretion of the General Partner in order to allow the implementation of the re-qualification mechanisms mentioned above, in which case, the new series and / or classes of shares will be created according to the provisions of the law of August 10, 1915 on commercial companies and the Articles of Association will be amended accordingly.

The Class B shares shall be subscribed by the Carried Interest Investors. For the purpose of these Articles of Association, the “Carried Interest Investors” shall have the meaning given to it in the Memorandum.

The Class C shares shall be subscribed by the General Partner.

The General Partner is authorized without limitation to issue and allot Class A Series 1 shares, Class A Series 2 shares, Class A Series 3 shares and Class B shares at any time at an issue price of EUR 10.-.

The General Partner is authorized without limitation to issue and allot Class C shares at any time at an issue price of EUR 10.-, but only to the General Partner.

The Company reserves the right to create different compartments, in accordance with the relevant provisions of the SICAR Law. Shareholders at the time of the creation of such compartments shall be offered to participate in one and/or the other compartment as appropriate following the allocation of the existing investments of the Company to such compartments. At the time of the creation of such compartments, these Articles of Association will be amended accordingly.

The Shares may be issued without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

The General Partner may delegate to any duly authorized person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Shares representing part or all of the issue of new Shares. The General Partner shall not issue any Shares where it appears that such issue would or might result in such Shares being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding Shares in the Company.

Art. 6. Form and Transfer of the Shares. The Shares will be in the form of registered shares.

The prior consent of the General Partner is required for the sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance, transfer into a trust or other fiduciary relation or other disposition of shares of whatever class. Any contemplated transfer shall be notified in advance by the proposed transferor and transferee to the General Partner. The notice must include the name and contact details of the transferor and transferee, the number of Shares to be transferred, and the price or other consideration agreed between the parties for that purpose. When the consideration is not of a monetary kind, the

notice shall mention the estimated value of the consideration. The General Partner will have full and unfettered discretion in making its decision (and will not be required to make the reasons for its decision known), except in the case of transfers by a shareholder to an Associate of such a shareholder or by a shareholder which is a trustee to a successor shareholder, where the General Partner will not withhold its consent to transfers except where legal, tax or other adverse consequences would result and provided that the interests are transferred back in case the transferee subsequently ceases to be an Associate or a trustee of the transferor. The General Partner may request any additional information as it may wish to make its decision.

Any permitted transfer is subject to the condition that the transferee (i) is a Well Informed Investor and (ii) succeeds the transferor in respect of all obligations in respect of the transfer Shares (including for such purpose any commitments towards the Company to subscribe further Shares). The Company shall not register any transfer of Shares in its share register, unless the transferee has accepted in writing the provisions of any agreements between the transferor and the Company in respect of the transferred Shares.

A transfer to an Associate of the transferor may only be effected under the condition subsequent that the transfer shall become ineffective upon the transferee ceasing to be an Associate of the transferor, unless the General Partner has agreed otherwise in advance and following due notification by the transferee.

For the purpose of these Articles of Association "Associate" means

(i) in relation to an entity, any controlling holding company, a Controlled subsidiary, or any other subsidiary of any such holding company. For the purpose of these Articles of Association "Control" means, in relation to an entity, where a person (or persons acting in concert) has or acquires direct or indirect control (1) of the affairs of that entity, or (2) more than fifty per cent (50%) of the total voting rights conferred by all the issued shares in the capital of that entity which are ordinarily exercisable in a shareholders' general meeting of that entity or (3) of the composition of the main board of directors of that entity;

(ii) in relation to a fund, any fund or investment vehicle managed by the same management company.

Where the General Partner refuses its consent to a proposed transfer, it will propose the Shares the transfer of which was contemplated to any other person it thinks appropriate, provided that the proposed transferor may in such circumstance elect not to transfer his Shares at all anymore. Such person, alone or together with any other person agreed by the General Partner, may purchase the Shares at the price or value indicated in the notice to the General Partner. However, if such price or value is deemed to be significantly higher than the estimated fair market value of the Shares to be sold, the General Partner may appoint, upon its own initiative or following a request from any designated transferee, an independent expert, which will determine the price at which the sale will be made. If the sale to a designated transferee has not occurred within a period of three months from the receipt of the notice by the General Partner for reasons other than an election by the proposed transferor not to transfer his Shares at all anymore, then the originally contemplated sale may take place under the same conditions as notified to the General Partner and no later than one month following the expiry of the three-month period.

Notwithstanding the above, the General Partner may restrict or prevent the ownership of shares of whatever class in the Company as the General Partner deems necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by or on behalf of any person in breach of any law or requirements of any country or governmental or regulatory authority, and, in particular the SICAR Law. The General Partner shall be entitled, for purposes of ensuring, that no Shares in the Company are held by or on behalf of any person in breach of any law or requirements of any country or governmental or regulatory authority, and, in particular the SICAR Law, to at any time require any person whose name is entered in the shareholders' register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial or legal ownership of such shareholder's Shares rests in a person who is precluded from holding Shares in the Company.

A shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office of the Company. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class of Shares held, the indication of the payments made on the Shares as well as the transfers of Shares and the dates thereof. Ownership of the registered Shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders' register will be delivered to the shareholders.

Any permitted transfer of registered Shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative (s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and the resolutions adopted by the general meeting of shareholders.

Notwithstanding the above, the General Partner may restrict or prevent the ownership of Shares of whatever class in the Company as the General Partner deems necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by or on behalf of (i) any person in breach of any law or requirements of any country or governmental or regulatory authority, and, in particular the SICAR Law or (ii) any plan subject to Title I of the U.S. Employee Retirement

Income Security Act of 1974, as amended (“ERISA”), Section 4975 of the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended (the “IRC”) or any Similar Law (each, a “Covered Plan”).

The General Partner shall be entitled, for purposes of ensuring that no Shares in the Company are held by or on behalf of any Covered Plan or any person in breach of any law or requirements of any country or governmental or regulatory authority, and, in particular the SICAR Law, to at any time require any person whose name is entered in the shareholders register to provide any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial or legal ownership of such shareholder’s Shares rests in a person who is precluded from holding Shares in the Company.

“Similar Law” means any federal, state, local, non-U.S. or other law or regulation that could cause the underlying assets of the Company to be treated as the assets of a shareholder by virtue of the shareholder’s interest in the Company.

Art. 7. Valuation of the Shares. The net asset value of the Shares, based on the net asset value of the Company, shall be determined under the responsibility of the General Partner and the Investment Manager (as described below) on a fair value basis in compliance with the guidelines issued by the IPEV (International Private Equity & Venture Capital). It shall be expressed in euro (EUR), as a per share figure. The value of assets denominated in a currency other than the euro (EUR) shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of the determination of the net asset value. The net asset value of a share within a particular class of Shares will be computed on the basis of the portion of the net asset value which would be attributable to it under these Articles of Association. Each Share within a same class of Shares and series must have the same net asset value as the other Shares in the same class and series.

The net asset value of the Shares of each class will be determined by the General Partner and the Investment Manager (as described below) on a quarterly basis as determined by the General Partner and/or the Investment Manager and notified to the shareholders.

Portfolio investments sold in the context of transactions which have not been settled shall not be taken into account for the purpose of the net asset value calculation. Shares in respect of which the General Partner has issued a redemption notice shall be treated as existing and taken into account on the relevant redemption date, and from such time and until paid, the redemption price therefore shall be deemed to be a liability of the Company.

The valuation of the Company’s investments, assets and liabilities will be performed on a quarterly basis at their fair value and in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles and recommendations generally accepted in the market for such type of assets. The following guidelines will apply to such valuations:

- Unrealized investments are valued in reference to the IPEV (International Private Equity & Venture Capital) valuation guidelines, endorsed by the European Venture Capital Association (EVCA).

The Company will be entitled to amend the valuation principles in light of the guidelines of the IPEV provided any such amendments shall be communicated and explained to the Advisory Committee and notified to the shareholders.

- Private Debt Instruments: unitranche and mezzanine debts are reported at nominal plus accrued interests, as defined by the bylaws of the transaction. Write-downs could be applied to this value, as determined by the Company. Any indication of deterioration of the value of the underlying business suggesting that the loan invested will not be fully recovered will be taken into account for the determination of fair value. Impairment is suggested by a waterfall calculation: an enterprise value of the underlying company is computed in accordance with the multiples methods (market approach) and apportioned between the senior debt (if any) and the mezzanine debt (or unitranche). If mezzanine debt (or unitranche) is not fully recovered or if the headroom for equity and quasi-equity is too small, a discount is applied on accrued interests then on nominal.

The valuation method at nominal plus accrued interest is the current market practice followed by most of the mezzanine funds.

- Other Instruments:

- (i) Equity investments and warrants alongside debt:

They are reported at fair value. Securities and warrants attached to Private Debt Instruments will be considered and valued separately from the debt as follows:

- (i) Securities from a recent investment are valued at acquisition cost, provided that there is no indication of deterioration of the value of the underlying business. In this case, the Company will apply a discount to the valuation of the financial instruments to the extent that is deemed necessary to reflect the fair value of the investment.

- (ii) Thereafter, the most appropriate indication of fair market value is likely to be an independent third party transaction within the valuation period.

- (iii) In the absence of any such third party transaction in the valuation period, investments are valued on the basis of financial models: multiples method (market approach) and discounted cash flow models. Multiples approach valuation will be the preferred method if the investment is comparable to companies with similar accounting standards, similar business focus, size and profitability and having established valuations. The fair market value will then be determined by reference to relevant multiples including EV/EBIT multiple and EV/EBITDA multiple derived from the largest relevant sample size of these comparables. Value attributed to a lack of liquidity may be difficult to assess. The multiple at the date of acquisition should then be calibrated against the market comparable multiples.

- (iv) Where none of the above methods is available, non quoted securities are maintained at cost.

(ii) Senior debt In case of senior debt purchased on the secondary market, the value should be at par, or at cost if debt was bought as a secondary opportunity at discount.

A discount will be applied to the acquired nominal value if there are some signs of deterioration which may suggest that the value of the corresponding loan or bond will not be fully recovered.

- Other debt instruments will be valued on the basis of their face value or original cost plus accrued interest. A discount will be applied to the acquired nominal value if there are some signs of deterioration which may suggest that the value of the corresponding loan or bond will not be fully recovered.

- Any cash or quasi-liquid assets held on a temporary basis will be valued at their face value or their fair market value as determined in good faith in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

- Liabilities will be valued on the basis of their nominal cost plus accrued interest if any.

The determination of the net asset value of the Company may be postponed for up to fifty (50) Luxembourg bank business days during:

(i) any period, if in the reasonable opinion of the General Partner, a fair valuation of the assets of the Company is not practical for reasons beyond the control of the Company;

(ii) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets of the Company would be impracticable;

(iii) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of the assets of the Company;

(iv) any period in which the Company deems the determination of the net asset value to be impracticable or otherwise adverse to the best interests of the shareholders; or

(v) in case of a decision to liquidate the company, on and after the day of publication of the first notice given to the shareholders to this effect.

Art. 8. Default, Redemption of Shares, Acquisition of Own Shares. Shareholders may not require their withdrawal from the Company. However, the General Partner may require the withdrawal of a shareholder from the Company if, in the reasonable judgment of the General Partner, there is a material risk to the Company that the continued participation of such shareholder would increase a material legal, tax, regulatory or other burden on the Company or its portfolio investments. The acquisition and holding of its own Shares will be in compliance with the conditions and limits established by the Laws and the Articles of Association.

The Company's Class A shares and Class B shares are redeemable only pursuant to the provisions set out hereafter and in compliance with the conditions and limits established by applicable laws.

The Company may acquire and/or redeem its own Class A shares and Class B shares. The acquisition, holding and/or cancellation of its own Class A Shares and Class B shares by the Company will be in compliance with the conditions and limits established in these Articles of Association and the Memorandum and the limits (if any) resulting from the SICAR law.

The Class A shares and Class B shares may be redeemed at the request of the Company with a view to effect distributions or a return of capital on an equal treatment and pro rata basis, save as otherwise provided in the Memorandum.

A shareholder who does not pay-up in due time to the Company amounts which has been called in by the General Partner will automatically be deemed a defaulting shareholder.

A defaulting shareholder will automatically be subject to late payment penalties, without further notice to the investor, by imposition of an interest charge at an annual rate equal to 10% on the aggregate amount called by the General Partner as from the day the capital call was due to be funded and until the date of payment of the full amount of said capital call (and any default interest thereon) or, if earlier, the date of transfer of the Shares to the Company or such other person as the Company may determine (the "Default Interest").

If such default is not remedied within a period of one month from notice by the Company, the defaulting shareholder may, at any time thereafter and at the discretionary election of the General Partner, be compelled to sell its Shares (i) to the Company at a redemption price reflecting 50% of the net asset value (as determined on the basis of the net asset value of the Company at the time of such redemption) minus the Default Interest (as accrued as at the date of the redemption) and minus any cost (as reasonably assessed by the General Partner) suffered by the Company as a result of such default and such redemption price shall only be payable upon liquidation of the Company without any late interest and provided that all the other shareholders have been fully reimbursed for the amounts which they have paid on their interests in the Company, or (ii) to any other person(s) as the General Partner may determine subject, in this case, to a right of first refusal of the existing, non-defaulting shareholders, at the price as the persons proposed by the General Partner to acquire the interests are willing to pay (which shall however not be lower than 50% of the net asset value (as determined on the basis of the net asset value of the Company at the time of such redemption becoming effective), provided that, from such purchase price, the Company shall be entitled to receive an amount equivalent to the sum of (a) the Default Interest (as accrued as at the date of the transfer) and (b) any cost (as reasonably assessed by the General Partner) suffered by the Company as a result of the default and provided that, if such acquiring person so elects with the consent of the General Partner, the price shall only be payable upon liquidation of the Company without any late interest and provided that all the other shareholders have been fully reimbursed for the amounts which they have paid on their

interests in the Company. If the net asset value of the relevant shares is negative or nil at the time of such redemption the aggregate redemption price will amount to one euro.

For the purposes of the above, the General Partner shall be deemed to be irrevocably authorised to offer for transfer the interests of a defaulting shareholder, the defaulting shareholder is deemed to have consented to such transfer and such consent may not be withdrawn.

Notwithstanding the above, and without prejudice to any claims by the non defaulting shareholders or the depository bank, the General Partner may use any method to enforce its rights against a defaulting shareholder and the General Partner shall be entitled to request indemnification for any prejudice it may suffer as a result of such default.

Where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding Shares in the Company, especially by lack of being a Well Informed Investor, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial or registered owner of share(s), or that, in the reasonable judgment of the General Partner, there is a material risk to the Company that the continued participation of an shareholder in the Company would increase a material legal tax, regulatory or other burden on the Company, the General Partner is then entitled to compulsorily redeem from any such shareholder all Shares held by such shareholder. The price at which the relevant Shares shall be redeemed shall be the net asset value of the Shares (as determined on the basis of the net asset value of the Company at the time of such redemption). The exercise by the General Partner Company of these powers shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of the Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the General Partner at the date of any redemption, provided that in such case the said powers were exercised by the General Partner in good faith.

When entitled to do so, the General Partner may call for redemption, in whole or in part, of the relevant Shares by notice sent by registered mail at the address which appears in the register of shareholders of the Company mentioning (i) the date of the redemption, (ii) the number and the class of Shares called for redemption, (iii) the redemption price, and (iv) the method of payment of the redemption price.

In no circumstance may a shareholder request for the redemption of its Shares.

Chapter III. - Management

Art. 9. Management. The Company shall be managed by AXA Private Debt III, a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 24, avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 177 196 (the "General Partner"), in its capacity as unlimited partner (associécommandité) and holder of all C shares of the Company.

The General Partner will represent the Company vis-à-vis third parties.

The General Partner may, as and when deemed appropriate, appoint or replace, in its sole discretion, any duly authorised company that is a direct or indirect subsidiary of ARDIAN SA to act as the manager (the "Investment Manager") of the Company within the meaning of the Alternative Investment Fund Managers Directive (the "AIFMD"). Such manager would, within the limited permitted by law, be responsible for investment and divestment decisions on behalf of the Company, the management of assets, as well as risk management matters in relation to the Company. Shareholders holding two-thirds of the commitments in the Company will be able to remove the General Partner. The removal of the General Partner shall require the immediate appointment of a replacement general partner, who must be an unlimited partner, and subject to the replacement of the general partner having been approved by the Luxembourg Commission de Surveillance du Secteur Financier. The General Partner shall not have any veto with respect to his removal and/or replacement and shall transfer its Class C shares in the Company to its replacement general partner at their initial subscription price. The General Partner will be entitled to the Management Fee (as defined below) until a replacement general partner is elected.

If the General Partner is removed, the General Partner shall be entitled to compensation for its losses and damages pursuant to the terms of the Memorandum.

A resolution of the shareholders requiring a two-thirds majority of the commitments of the shareholders will be put to the shareholders for the winding up of the Company if a replacement general partner is not approved within 6 months from the date of the passing of a resolution for removal of the General Partner. The General Partner shall not have any veto with respect to such resolution. If shareholders approve such a resolution, the Company will be liquidated.

During the period between the date of the passing of the resolution for removal of the General Partner and the actual decision to replace the General Partner or as the case may be, to liquidate the Company, the General Partner's power to make new investments on behalf of the Company shall be suspended until such decision (the "Suspension Period"), unless specific approval of the Advisory Committee.

The General Partner shall nonetheless be permitted to complete investments approved or perform agreements entered into by the Company, before the Suspension Period.

In case a manager has been appointed by the General Partner in accordance with the AIFMD, the manager shall be removed simultaneously with the General Partner, subject to a successor manager being appointed if necessary.

The General Partner may not voluntarily withdraw as the general partner of the Company without a replacement general partner being found and without the written consent of shareholders representing in excess of two thirds of the commitments in the Company (excluding commitments of the General Partner and any Associate of the General Partner).

The Class A Series 1, Class A Series 2, Class A Series 3, and Class B shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the General Partner. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the Articles of Association to the general meeting of shareholders or to the independent auditor(s) are in the competence of the General Partner.

The General Partner shall have a veto power with respect to all shareholders' resolutions other than those relating to his removal and/or replacement.

Art. 11. Management Fees and Expenses. The General Partner will be entitled to receive a fee (the "Management Fee") as from the incorporation of the Company. The amount of Management Fee will be calculated in accordance with the Memorandum and imputed on the commitments of the Class A Series 1 shares, Class A Series 2 shares and Class A Series 3 shares and the net asset value of the Company during the Investment Period (as defined in the Memorandum) and the net asset value of the Company after the Investment Period, in accordance with the rules further set out from time to time in the Memorandum.

The General Partner may in certain circumstances be entitled to other fees and/or the reimbursement of all reasonable expenses whatsoever incurred by the General Partner in relation to the management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 12. Liability of the General Partner and Shareholders. In its capacity as unlimited partner (associé-commandité) of the Company, the General Partner shall be jointly and severally liable with the Company for all liabilities of the Company which cannot be met out of the Company's assets.

The shareholders (other than the General Partner) shall, subject to the requirement to refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever other than exercising their rights as shareholders in general meetings and otherwise, only be liable for payment to the Company up to their commitment to the Company.

Art. 13. Delegation of Powers. The General Partner may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more persons or committees of its choice or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by it.

Art. 14. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner, acting through one or more duly authorised signatories, such as designated by the General Partner at its sole discretion.

The Company will be bound towards third parties by the joint signatures or the single signature of any persons to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the General Partner, within the limits of such power.

Art. 15. Dissolution, Incapacity of the General Partner. In case of dissolution or legal incapacity of the General Partner or where for any other reason it is impossible for the General Partner to act, the Company will not be dissolved.

In that event and subject to relevant regulatory clearances, the independent auditor of the Company shall designate one or more administrators, who need not be shareholders, until such time as the general meeting of shareholders shall convene for purposes of appointing a new General Partner.

Within fifteen days of their appointment, the administrator(s) shall convene the general meeting of shareholders in the way provided for by the Articles of Association.

The administrator(s)' duties consist in performing urgent acts and acts of ordinary administration until such time as the general meeting of shareholders shall convene.

The administrator(s) are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 16. Conflicts of interests, Indemnity. If any member of the board of managers of the General Partner has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member shall immediately disclose such personal interest to the board of managers.

Such member shall not consider or vote on any transaction of the Company in which it has or may have any personal interest unless the board of managers of the General Partner takes a duly motivated decision that (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company. Such transaction and such member's interest therein shall be disclosed in a special report to the next general meeting of shareholders before any vote by the latter on any other resolution.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that a member of the board of managers and/or employees of the General Partner, or any officer of the

Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

The General Partner, its Associates and the Investment Manager (each being an "Indemnified Party") will be indemnified and held harmless, out of the Company's assets, or by the General Partner calling an additional drawdown, or by calling distributions paid to the shareholders of the Company, in proportion to the distributions received by these shareholders from the Company and under the conditions set out in the Memorandum, against any and all liabilities, debts, actions, proceedings, claims and demands, any and all damages and penalties, as well as costs and expenses relating thereto (including reasonable legal fees) incurred by the Indemnified Party (i) having acted, as the case may be, as the general partner of, or adviser to, the Company, or (ii) arising in connection with any matter or other circumstance relating to or resulting from the exercise of its activities as general partner of, or adviser to, the Company or from the provision (or lack thereof), to or in respect of the Company, of services provided by itself or by any agent it has appointed, or (iii) which otherwise arise in relation to the operation, business or activities of the Company; provided, however, that no indemnity (including litigation costs) shall be paid (i) with respect to any matter resulting from its gross negligence (faute lourde), wilful misconduct (dol) or from a criminal offence (infraction pénale), in each case as finally determined by a Luxembourg court, or (ii), without the Advisory Committee's prior approval, with respect to litigations between the General Partner, the Advisers (as such term is defined in the Memorandum) and their directors, officers, shareholders and/or employees.

Any officer, director, shareholder, agent, partner or employee of the General Partner or its Associates, the Investment Manager, and any person nominated by any of them to be a director, an adviser (censeur) or member of the supervisory board (conseil de surveillance) (or any equivalent position) of a portfolio company or an Associate of a portfolio company and any duly appointed member of the Advisory Committee (each being an "Indemnified Person") will be indemnified and held harmless, out of the Company's assets, or by the General Partner calling an additional drawdown, or by calling distributions paid to the shareholders of the Company, in proportion to the distributions received by these shareholders from the Company and under the conditions set out in the Memorandum, against any and all liabilities, debt, actions, proceedings, claims and demands, any and all damages and penalties, as well as costs and expenses relating thereto (including reasonable legal fees) due by the Indemnified Person (i) arising out of or in connection with or relating to or resulting from the provision (or failure to provide) by the Indemnified Person of services to or in respect of the Company, or (ii) which otherwise arise in relation to the operation, business or activities of the Company or (iii) which arise from the Indemnified Person having acted as a director, an adviser (censeur) or member of the supervisory board (conseil de surveillance) (or equivalent position) of a portfolio company or an Associate of a portfolio company or as a member of the Advisory Committee; provided, however, that no indemnity (including litigation costs) shall be paid (i) with respect to any matter resulting from its gross negligence (faute lourde), wilful misconduct (dol) or from a criminal offence (infraction pénale), in each case as finally determined by a Luxembourg court, or (ii), without the Advisory Committee's prior approval, with respect to litigations between the General Partner, the Advisers (as such term is defined in the Memorandum) and their directors, officers, shareholders and/or employees.

Any Indemnified Person or Indemnified Party seeking indemnification in accordance with the above provisions shall, first of all, seek to be indemnified against any and all liabilities, debts, actions, proceedings, claims and demands, any and all damages and penalties, as well as costs and expenses relating thereto by any insurance company from which indemnification can be sought.

Any indemnification to an Indemnified Person or Indemnified Party in accordance with the above provisions will subrogate the Company in the rights of such Indemnified Person or Indemnified Party. The General Partner shall seek to bring or have brought on behalf of the Company any recourse against any third party likely to pay the Company any amount paid to an Indemnified Person or Indemnified Party pursuant to the provisions hereof.

Following the liquidation of the Company and with respect to legal recourse already having been brought on the liquidation date, the General Partner will assist upon request the shareholders, in particular by providing them with information in its possession with respect to repayment of any amount paid to an Indemnified Person or Indemnified Party under the provisions hereof.

The indemnities provided for herein shall be payable even if the General Partner has ceased to act as general partner of the Company or if any Indemnified Party ceases to provide its services to the Company or to otherwise act on behalf of the Company.

Art. 17. Advisory Committee. The Company will have an advisory committee of shareholders to advise the General Partner with respect to conflicts of interest, and other issues that may arise from time to time (the "Advisory Committee"), which will be common to the Company and the parallel vehicles. The Advisory Committee will meet at least once a year or such other times as scheduled by its members. The General Partner will convene the Advisory Committee accordingly. The Advisory Committee will comprise up to fifteen (15) members, all of whom will be representatives of Class A Series 1, Class A Series 2 or Class A series 3 shareholders and representatives of shareholders of parallel vehicles selected by the General Partner. Any shareholder with an individual commitment at least equal to fifty million euro (EUR 50,000,000.-) may request its appointment to the Advisory Committee.

The General Partner will consult the Advisory Committee (i) when it has identified a potential conflict of interest in respect of a potential investment to be made by the Company and (ii) on any matter provided for by the Articles of Association and/or the Memorandum. The General Partner may also consult the Advisory Committee on any other matter as the General Partner may determine.

The members of the Advisory Committee will have no authority to manage the Company. Except for those matters referred to under (i) and (ii) above, any action taken by the Advisory Committee shall be for advisory purposes only, and the General Partner shall not be required or otherwise bound to act in accordance with any decision, action or comment of the Advisory Committee or any of its members.

All decisions of the Advisory Committee shall be taken by a majority vote of those present and voting. If there is a tie vote, the chairman of the Advisory Committee (if one has been designated) shall cast an additional tiebreaking vote.

Art. 18. Independent Auditor. The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), who need not be shareholder and who shall carry out the duties prescribed by the SICAR Law.

The independent auditor will be elected by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years, and will hold office until its successor is elected. The independent auditor is re-eligible and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

Art. 19. Depositary. The custody of the investments of the Company will be entrusted to a depositary in accordance with the SICAR Law, the AIFM Law and the Commission Delegated Regulation (EU) No 231/2013 of 19 December 2012 supplementing Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council with regard to exemptions, general operating conditions, depositaries, leverage, transparency and supervision. The Depositary shall be a credit institution within the meaning of the law of 5 April 1993 relating to the supervision of the financial sector, having its registered office in Luxembourg or being established in Luxembourg if its registered office is located in another European Union member state.

The Investment Manager will inform the Shareholders of any arrangement made by the Depositary to contractually discharge itself of liability in accordance with article 19 (14) of the AIFM Law and any other changes with respect to Depositary's liability without delay.

Chapter IV. - Meeting of shareholders

Art. 20. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the General Partner by the Laws or the Articles of Association, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

It shall neither carry out nor ratify acts which involve the Company vis-à-vis third parties nor resolve to amend these Articles of Association without the General Partner's consent save as otherwise provided in the Articles of Association.

Art. 21. Annual General Meeting. The annual general meeting of the shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the 24th April at 11:00 a.m. The first annual general meeting of the shareholders will be held in 2014.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following Luxembourg bank business day.

Art. 22. Other General Meetings. In addition to the annual general meeting of the shareholders, the General Partner may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one tenth of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the General Partner, which shall be final, circumstances of force majeure so require.

Art. 23. Notice of General Meetings. Shareholders will meet upon call by the General Partner made in compliance with the Laws. The notice sent to the shareholders in accordance with the Laws will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 24. Attendance, Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing by any means of telecommunication allowing for the transmission of a written text as his proxy another person who need to be a shareholder himself. The General Partner may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

Any company or other legal entity being a shareholder may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer, or may authorise by any means of telecommunication allowing for the transmission of a written text such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting, subject to the production of such evidence of authority as the General Partner may require.

The General Partner may determine the form of proxy and may request that the proxies be deposited at the place indicated by the General Partner at least five days prior to the date set for the meeting. The General Partner may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. The coproprietors, the usufructuaries and bare-owners of Shares, the creditors and debtors of pledged Shares must appoint one sole person to represent them at the general meeting.

Art. 25. Proceedings. The general meeting of shareholders shall be chaired by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary who does not need to be a shareholder himself.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or represented.

The chairman, the secretary and the scrutineer thus appointed together form the board of the general meeting.

Art. 26. Adjournment. The General Partner may, during a general meeting of shareholders, forthwith adjourn such general meeting by four weeks. The General Partner must adjourn it if so requested by shareholders representing at least one fifth of the Company's capital.

Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto.

The adjourned general meeting has the same agenda as the first one. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second one.

Art. 27. Vote. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of Shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the Laws.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting resolves by a simple majority vote to adopt another voting procedure.

At any general meeting other than an extraordinary general meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of Shares represented, by a simple majority of votes cast.

Save as otherwise provided in the Articles of Association, no resolution may be adopted by the shareholders without the consent of the General Partner.

Art. 28. Extraordinary General Meetings. At any extraordinary general meeting of shareholders convened in accordance with the Laws for the purpose of amending the Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, the quorum shall be at least one half of all the Shares issued and outstanding. If the said quorum is not present, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed amendment to be adopted and save as otherwise provided by the Laws or the Memorandum, a two-thirds majority of the votes cast by the shareholders present or represented is required at any such general meeting provided however that any amendment of the provisions of these Articles of Association relating to the investment policy and the Management Fee are subject to the unanimous consent of the all the holders of Class A 1 Series shares, Class A 2 Series shares and Class A 3 Series shares, the consent of fifty percent of the holders of Class B shares and the consent of the General Partner.

Any changes or amendments to the status of the Company as a société d'investissement en capital à risque shall require the unanimous consent of all the shareholders save where such change is the result of regulatory or legal changes to the SICAR Law.

Save as otherwise provided in the Articles of Association, no resolution may be adopted by the shareholders without the consent of the General Partner.

Art. 29. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Chapter V. - Financial year, Distribution of earnings

Art. 30. Financial Year. The Company's financial year shall begin on the first day of January in each year and end on the last day of December in the same year. The Company's first financial year shall begin on the date of incorporation and end on the last day of December 2013.

Art. 31. Adoption of financial statements. The General Partner shall prepare, for approval by the shareholders, annual accounts in accordance with the requirements of the Laws and Luxembourg generally accepted accounting principles.

The annual accounts are submitted to the general meeting of shareholders, which shall consider and, if thought fit, adopt these annual accounts.

The General Partner shall further prepare the annual report as required by the SICAR Law.

Art. 32. Appropriation of Proceeds. After payment of the Management Fee and expenses due to the General Partner in compliance with provision 11 of the Articles of Association and the Memorandum and after due allocation of amounts required (i) for working capital or (ii) to fund commitments to or in respect of the portfolio investments or (iii) to meet any future contemplated obligations, liabilities or contingencies (including, without limitation, any binding commitment made in relation to any derivatives transactions), the General Partner may at any time make distributions to the shareholders of whatever class. The General Partner fixes the amount and the date of payment of any such distributions, subject only to compliance with the waterfall rules further set out from time to time in the Memorandum.

No distribution shall result in the capital of the Company falling below one million euro (EUR 1,000,000.-).

Only cash distributions will be made during the life of the Company. The General Partner shall be entitled to off-set any distribution payable to a shareholder against any payment obligation of such shareholder toward the Company.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 33. Dissolution, Liquidation. Subject to the consent of the General Partner and without prejudice to article 4, the Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of the Articles of Association, unless otherwise provided by the Laws.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by a general meeting of shareholders who will determine their powers and their compensation.

After payment of all debts of and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same financial result as the distribution rules set out for distributions in these Articles of Association and the Memorandum.

Distributions in kind of assets may be made by the liquidator subject to the consent of each shareholder. It will however use its reasonable efforts to dispose of all of the Company's remaining assets.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 34. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with applicable Luxembourg laws, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, the AIFM Law and the SICAR Law."

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to confer full powers to the general partner of the Company to take all required actions to implement the foregoing resolutions.

No further item being on the agenda of the meeting, the chairman then closed the meeting at 5.05 p.m.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at thousand euro.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-huit juillet.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de AXA Private Debt III S.C.A, SICAR, une société d'investissement en capital à risque sous la forme d'une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, constituée suivant acte en date du 22 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1799 du 26 juillet 2013, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-178166 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière

fois suivant un acte du 12 juin 2013 publié au Mémorial C Recueil des Société et Associations numéro 1799 du 26 juillet 2013 (la «Société»).

L'assemblée a été déclarée ouverte à 16.50 heures sous la présidence de Monsieur Robert Brimeyer, employé privé, demeurant à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Madame Amelie Frontain, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Mademoiselle Jennifer Ferrand, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter:

(i) Que l'assemblée a été convoquée à cette date et heure par convocation envoyée à chaque actionnaire par lettre recommandée le 4 juillet 2014. Copie desdites convocations a été donnée au bureau de l'assemblée.

(ii) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1 Refonte complète des statuts de la Société y compris la clause d'objet social de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. Objet.** La Société a pour objet la réalisation d'investissements en capital à risque ou liés au capital à risque en vue de développer un portefeuille de sociétés afin d'atteindre un taux de rendement interne d'environ 8% par an, net de tous frais, charges et intérêt produit en considération du risque supporté par les investisseurs.

Les investissements de la Société consisteront en investissements en capital à risque ou liés au capital à risque conformément à l'article 1 de la Loi SICAR et la circulaire 06/241 de la Commission de Surveillance du Secteur Financier. La Société se qualifie de fond d'investissement alternatif («FIA»), conformément à la Loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi du 12 juillet 2013»).

Un investissement en capital à risque ou tout investissement lié au capital à risque consiste en une prise de participation directe ou indirecte dans des entités en vue de leur lancement, de leur développement ou de leur introduction en bourse. La Société est soumise à la Loi SICAR.

L'objet de la Société inclut en conséquence l'acquisition, la détention, la gestion et la cession de ces investissements en capital à risque ou des investissements liés au capital à risque en application de sa politique d'investissement.

La politique d'investissement de la Société est d'investir dans des Instruments de Dette Privée dans le monde et d'Autres Instruments, principalement en Europe et, de manière opportune, en Amérique du Nord et en Asie.

Les Instruments de Dette Privée, au vu des investissements de la Société, peuvent notamment être des prêts de sociétés non listées, ou des émissions d'obligations avec ou sans warrants, des obligations convertibles, des prêts participatifs et tous les instruments financiers juniors aux banques, à la bourse ou toute autre dette autre que celle des détenteurs de participations, mais senior aux actions ordinaires et aux prêts d'associés; ils doivent par conséquent inclure toute dette unitranché, dette mezzanine, dette PIK, toute dette senior par l'entremise de marchés secondaires et, plus généralement, tout autre dette similaire (les «Instruments de Dette Privée»).

Les autres instruments, au vu des investissements de la Société, peuvent être liés à des fonds propres ou être des instruments de fonds propres (les «Autres Instruments»). La Société peut notamment acquérir des prises de participation dans le cadre de la réalisation de nantissements consentis pour garantir les Instruments de Dette Privée, ainsi que dans le cadre de l'exercice ou de la conversion de tous instruments donnant accès au capital.

La Société peut également, sur le court terme, investir le surplus d'espèces dans des comptes de dépôt, préalablement à un investissement en capital à risque ou à une distribution aux investisseurs. La Société ne doit recourir à des instruments dérivés dans un but autre que de couvrir le risque du taux d'intérêt et l'exposition au risque de change.

La Société peut notamment (i) acquérir par voie de souscription, d'achat, d'échange ou d'autre manière des actions, parts et autres titres de participation, des titres, des obligations, des titres obligataires et autres instruments de dette et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, (ii) exercer tous droits, de quelque nature qu'ils soient, attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit, aux entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés de ces entités, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelque forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseil et/ou assistance sous quelque forme que ce soit et (iv) faire des prêts sous quelque forme que ce soit.

Afin de lever les fonds nécessaires à la poursuite de sa politique d'investissement, la Société émettra des actions ou des droits de souscription et instruments de dette de tous genres à des investisseurs institutionnels, des investisseurs professionnels ou des investisseurs avertis au sens de l'article 2 de la Loi SICAR (les «Investisseurs Avertis»). Selon cet article 2 de la Loi SICAR, un investisseur dûment informé sera un investisseur institutionnel, un investisseur professionnel ou tout autre investisseur qui remplit les conditions suivantes: 1) il a été informé par écrit qu'il adhère au statut de l'investisseur dûment informé 2) il investit un minimum de 125.000 euros dans la société, ou 3) il a été sujet à une évaluation faite par l'organisme de crédit suivant le sens de la directive 2006/48/EC ou par une société de gestion suivant le sens de la directive 2001/107/EC certifiant ses compétences, son expérience et ses connaissances en juste proportion évaluant

un investissement en capital à risques. Les conditions exposées dans cet article 2 de la Loi SICAR ne s'appliquent pas aux directeurs et autres personnes prenant part dans la gestion de la Société.

La Société peut également établir, acquérir, céder ou agir au nom et pour le compte d'entités de nature similaire ou comparable ou qui contribuent directement ou indirectement à réaliser l'objet de la Société. En conséquence, l'objet de la Société inclut (i) l'acquisition et la détention de participations de toutes sortes ou sous toutes formes dans des entités au Luxembourg et/ou à l'étranger; (ii) l'administration active et/ou passive, le développement et/ou la gestion, de ces détentions et/ou entités, ainsi que (iii) le financement direct ou indirect de ces entités dans lesquelles la Société détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés de cette société.

Dans toute la mesure autorisée par la Loi SICAR, la Société peut s'engager dans des transactions de toutes sortes, commerciales ou financières, en rapport direct ou indirect avec l'objet de la Société, ou qui poursuivent l'objet de la Société directement ou indirectement. La Société peut également établir des succursales et/ou des filiales et céder tout ou partie de son actif à ses filiales. La Société peut également créer une société dont le seul objet serait de représenter un groupe de titulaires d'obligations ou de titres, donnant accès au capital social de toute société portefeuille dans laquelle la Société prend part (Masse des Obligataires).

La Société désinvestira de tout investissement qui ne serait plus permmissible sous la Loi SICAR.

Plus généralement, la Société peut également entreprendre toutes opérations liées directement ou indirectement et estimées utiles et nécessaires à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois toujours dans les limites tracées par la Loi du 12 juillet 2013."

2 Délégation de pouvoirs à l'associé-gérant de la Société pour mettre en oeuvre la résolution à adopter sous le point précédent de l'ordre du jour; et

3 Divers.

(iii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés et les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Les procurations des actionnaires représentés, signées «ne varietur» par les comparants resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Qu'il résulte de ladite liste de présence que sur le total de six millions quatre-vingt-quinze mille six cents (6.095.600) actions de Catégorie A Série 1, deux millions sept cent neuf mille cent cinquante-quatre (2.709.154) actions de Catégorie A Série 2, cinq millions cent quatre-vingt-douze mille cinq cent quarante-six (5.192.546) actions de Catégorie A Série 3 et une (1) action de Catégorie B, quatre millions trois cent cinquante-trois mille neuf quatre-vingt-dix-neuf virgule quatre-vingt-douze (4.353.999,92) actions de Catégorie A1, deux millions quatre cent cinquante-et-un mille cent trente-neuf virgule quatorze (2.451.139,14) actions de Catégorie A2 actions, quatre millions neuf cent trente-quatre mille cinq cent trente-et-un virgule cinquante-quatre (4.934.531,54) Catégorie A Série 3 et l'action de Catégorie B sont dûment représentées à la présente assemblée et que vu l'ordre du jour et les dispositions des articles 67, 67-1 et 68 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour dont les actionnaires ont été dûment informés préalablement à l'assemblée.

L'assemblée générale des actionnaires, a alors pris, après délibération, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidée de refondre intégralement les statuts de la Société, y compris la clause d'objet social de la Société, qui auront dorénavant la teneur suivante:

Chapitre I^{er} . - Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes entre les actionnaires une société (la «Société») sous la forme d'une société en commandite par actions qui sera régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg (les «Lois») et les présents statuts (les «Statuts»). La Société est en particulier soumise à, et ces Statuts sont, dans la mesure de ce qui est applicable, complétés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), telle que modifiée (la «Loi SICAR») et le confidential offering memorandum (le «Mémoire») de la Société.

La Société adopte la dénomination «AXA Private Debt III S.C.A., SICAR».

Art. 2. Siège social. La Société aura son siège social dans la commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune de Luxembourg par une décision de l'Associé Gérant.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit dans le Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger par résolution de l'Associé Gérant.

Si l'Associé Gérant estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société au siège social ou les communications avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, la Société pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger, jusqu'à

cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire du siège social, restera une société régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes en charge de la gestion journalière de la Société.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la réalisation d'investissements en capital à risque ou liés au capital à risque en vue de développer un portefeuille de sociétés afin d'atteindre un taux de rendement interne d'environ 8% par an, net de tous frais, charges et intérêt produit en considération du risque supporté par les investisseurs.

Les investissements de la Société consisteront en investissements en capital à risque ou liés au capital à risque conformément à l'article 1 de la Loi SICAR et la circulaire 06/241 de la Commission de Surveillance du Secteur Financier. La Société se qualifie de fond d'investissement alternatif («FIA»), conformément à la Loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi du 12 juillet 2013»).

Un investissement en capital à risque ou tout investissement lié au capital à risque consiste en une prise de participation directe ou indirecte dans des entités en vue de leur lancement, de leur développement ou de leur introduction en bourse. La Société est soumise à la Loi SICAR.

L'objet de la Société inclut en conséquence l'acquisition, la détention, la gestion et la cession de ces investissements en capital à risque ou des investissements liés au capital à risque en application de sa politique d'investissement.

La politique d'investissement de la Société est d'investir dans des Instruments de Dette Privée dans le monde et d'Autres Instruments, principalement en Europe et, de manière opportune, en Amérique du Nord et en Asie.

Les Instruments de Dette Privée, au vu des investissements de la Société, peuvent notamment être des prêts de sociétés non listées, ou des émissions d'obligations avec ou sans warrants, des obligations convertibles, des prêts participatifs et tous les instruments financiers juniors aux banques, à la bourse ou toute autre dette autre que celle des détenteurs de participations, mais senior aux actions ordinaires et aux prêts d'associés; ils doivent par conséquent inclure toute dette unitranche, dette mezzanine, dette PIK, toute dette senior par l'entremise de marchés secondaires et, plus généralement, tout autre dette similaire (les «Instruments de Dette Privée»).

Les autres instruments, au vu des investissements de la Société, peuvent être liés à des fonds propres ou être des instruments de fonds propres (les «Autres Instruments»). La Société peut notamment acquérir des prises de participation dans le cadre de la réalisation de nantissements consentis pour garantir les Instruments de Dette Privée, ainsi que dans le cadre de l'exercice ou de la conversion de tous instruments donnant accès au capital.

La Société peut également, sur le court terme, investir le surplus d'espèces dans des comptes de dépôt, préalablement à un investissement en capital à risque ou à une distribution aux investisseurs. La Société ne doit recourir à des instruments dérivés dans un but autre que de couvrir le risque du taux d'intérêt et l'exposition au risque de change.

La Société peut notamment (i) acquérir par voie de souscription, d'achat, d'échange ou d'autre manière des actions, parts et autres titres de participation, des titres, des obligations, des titres obligataires et autres instruments de dette et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, (ii) exercer tous droits, de quelque nature qu'ils soient, attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit, aux entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés de ces entités, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelque forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseil et/ou assistance sous quelque forme que ce soit et (iv) faire des prêts sous quelque forme que ce soit.

Afin de lever les fonds nécessaires à la poursuite de sa politique d'investissement, la Société émettra des actions ou des droits de souscription et instruments de dette de tous genres à des investisseurs institutionnels, des investisseurs professionnels ou des investisseurs avertis au sens de l'article 2 de la Loi SICAR (les «Investisseurs Avertis»). Selon cet article 2 de la Loi SICAR, un investisseur dûment informé sera un investisseur institutionnel, un investisseur professionnel ou tout autre investisseur qui remplit les conditions suivantes: 1) il a été informé par écrit qu'il adhère au statut de l'investisseur dûment informé 2) il investit un minimum de 125.000 euros dans la société, ou 3) il a été sujet à une évaluation faite par l'organisme de crédit suivant le sens de la directive 2006/48/EC ou par une société de gestion suivant le sens de la directive 2001/107/EC certifiant ses compétences, son expérience et ses connaissances en juste proportion évaluant un investissement en capital à risques. Les conditions exposées dans cet article 2 de la Loi SICAR ne s'appliquent pas aux directeurs et autres personnes prenant part dans la gestion de la Société.

La Société peut également établir, acquérir, céder ou agir au nom et pour le compte d'entités de nature similaire ou comparable ou qui contribuent directement ou indirectement à réaliser l'objet de la Société. En conséquence, l'objet de la Société inclut (i) l'acquisition et la détention de participations de toutes sortes ou sous toutes formes dans des entités au Luxembourg et/ou à l'étranger; (ii) l'administration active et/ou passive, le développement et/ou la gestion, de ces détentions et/ou entités, ainsi que (iii) le financement direct ou indirect de ces entités dans lesquelles la Société détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés de cette société.

Dans toute la mesure autorisée par la Loi SICAR, la Société peut s'engager dans des transactions de toutes sortes, commerciales ou financières, en rapport direct ou indirect avec l'objet de la Société, ou qui poursuivent l'objet de la Société directement ou indirectement. La Société peut également établir des succursales et/ou des filiales et céder tout

ou partie de son actif à ses filiales. La Société peut également créer une société dont le seul objet serait de représenter un groupe de titulaires d'obligations ou de titres, donnant accès au capital social de toute société portefeuille dans laquelle la Société prend part (Masse des Obligataires).

La Société désinvestira de tout investissement qui ne serait plus permissible sous la Loi SICAR.

Plus généralement, la Société peut également entreprendre toutes opérations liées directement ou indirectement et estimées utiles et nécessaires à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois toujours dans les limites tracées par la Loi du 12 juillet 2013.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée limitée dont le terme est fixé au 21 mai 2023. La durée de la Société peut être prolongée trois fois, pour des périodes successives d'un an chacune, sur proposition de l'Associé Gérant, par une résolution des associés votant aux conditions de quorum et majorité requises pour toutes modifications des Statuts.

Chapter II. - Capital, Actions

Art. 5. Capital Social. Le capital de la Société est divisé en actions, de Catégorie A Série 1, Catégorie A Série 2, Catégorie A Série 3, Catégorie B, qui représentent un engagement limité, et de Catégorie C qui sont détenues par l'associé illimité (l'associé commandité) en représentation de son engagement indéfini (ensemble les «Actions»). Quelle que soit la catégorie, chaque action émise n'a pas de valeur nominale et sera entièrement libérée.

Le capital social de la Société est à tout moment égal à la valeur de l'actif net de la Société. Toutes les Actions d'une même catégorie et série ont la même valeur nette.

Le capital social minimum de la Société devra atteindre (et subsister à) un million d'euros (1.000.000 EUR) dans un délai de douze (12) mois à partir de l'agrément de la Société comme société d'investissement en capital à risque («SICAR»).

Les droits et obligations rattachés aux Actions de Catégorie A Série 1, Catégorie A Série 2, Catégorie A Série 3, et Catégorie B seront identiques dans la limite des dispositions des Lois et des stipulations des Statuts et à l'exception de ce qui concerne l'imputation de l'Indemnité de Gestion, laquelle imputation sur les distributions sera régie par les règles établies de temps à autre dans le Mémoire.

Les Actions ne peuvent être détenues ou acquises par quelque moyen que ce soit uniquement par des personnes ou entités ayant la qualité d'Investisseur Averti.

Les actionnaires de la Société se verront proposer des Actions de Catégorie A Série 1 et sous certaines conditions, de Catégorie A Série 2 et Catégorie A Série 3.

Les Actions de Catégorie A seront allouées comme suit:

- Les Actions de Catégorie A Série 1 seront émises pour les premiers 30.000.000 EUR souscrits par un actionnaire de la Société.

- Les Actions de Catégorie A Série 2 seront émises pour la part de tout engagement d'un actionnaire entre 30.000.001 EUR et 50.000.000 EUR.

- Les Actions de Catégorie A Série 3 seront émises pour la part de tout engagement d'un actionnaire supérieure à 50.000.000 EUR.

Si, pour une raison quelconque, l'engagement d'un actionnaire tombe sous ou excède le seuil applicable pour déterminer la catégorie d'Actions détenue à ce moment par cet actionnaire, l'Associé Gérant peut à sa discrétion, requalifier (avec ou sans effet rétroactif) ces actions en actions qui correspondent effectivement à l'engagement de cet actionnaire à ce moment. Toute requalification des actions par l'Associé Gérant sera notifiée à l'actionnaire concerné et sera reflétée dans le registre des actionnaires de la Société. Dans la mesure où la date effective de la requalification des actions en actions d'une autre série existante pourrait avoir un impact sur la détermination de la valeur nette ajoutée de chaque action, cela sera reflété dans le registre des actionnaires et dans les informations données aux investisseurs, sans condition pour l'Associé Gérant de créer une série d'actions dédiée.

Sous réserve du paragraphe précédent, de nouvelles séries et/ou catégories d'actions peuvent être émises à la discrétion de l'Associé Gérant en vue de permettre la mise en oeuvre ou la requalification des mécanismes mentionnés ci-dessus, dans quel cas, les nouvelles séries et/ou catégories d'actions seront créées selon les dispositions de la loi de 1915 et les statuts coordonnés seront modifiés en conséquence.

Les Actions de Catégorie B peuvent être souscrites par les Investisseurs à l'Intéressement Différé. Dans le contexte de ces Statuts, les «Investisseurs à l'Intéressement Différé» ont la même signification que celle donnée dans le Mémoire.

Les Actions de Catégorie C peuvent être souscrites par l'Associé Gérant.

L'Associé Gérant est autorisé sans limite à émettre et attribuer des Actions de Catégorie A Série 1, Catégorie A Série 2, Catégorie A Série 3 et Catégorie B à tout moment à un prix d'émission de 10 EUR.

L'Associé Gérant est autorisé sans limite à émettre et attribuer des Actions de Catégorie C à tout moment à un prix d'émission de 10 EUR mais uniquement à l'Associé Gérant.

La Société se réserve le droit de créer différents compartiments, conformément aux dispositions de la Loi SICAR. Au moment de la création de tels compartiments, les actionnaires se verront proposés la possibilité de participer à un et/ou

l'autre compartiment suivant l'attribution des investissements existants de la Société à de tels compartiments. Au moment de la création de tels compartiments, ces Statuts seront modifiés en conséquence.

Les Actions pourront être émises sans réserver un droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants sur les Actions à émettre.

L'Associé Gérant peut déléguer à toute personne dûment autorisée la fonction d'accepter des souscriptions et de recevoir paiement pour des Actions représentant tout ou partie de l'émission d'Actions nouvelles. L'Associé Gérant ne peut émettre aucune action lorsqu'il apparaît qu'une telle émission résulterait ou pourrait résulter en ce qu'une personne n'ayant pas le droit de détenir des Actions de la Société ait la propriété ou la jouissance de ces Actions.

Art. 6. Forme et Transfert des Actions. Les Actions seront nominatives.

Le consentement préalable de l'Associé Gérant est requis pour la vente, la cession, le transfert, l'échange, le gage, le transfert dans un trust ou autre relation fiduciaire et toute autre cession d'Actions de quelque catégorie que ce soit. Tout transfert envisagé doit être notifié à l'avance par le cédant et le cessionnaire potentiels à l'Associé Gérant. La notification doit comprendre le nom et les coordonnées du cédant et du cessionnaire, le nombre d'Actions à transférer, et le prix ou autre contrepartie convenus entre les parties dans ce but. Quand la contrepartie n'est pas de nature pécuniaire, la notification doit préciser la valeur estimée de la contrepartie. La décision sera laissée à la discrétion absolue de l'Associé Gérant (et il ne lui sera pas demandé de justifier sa décision), exception faite des cas de transferts d'un actionnaire à un Associé d'un tel actionnaire ou par un actionnaire qui est un trustee d'un actionnaire successeur, lorsque l'Associé Gérant ne refusera pas de consentir à des transferts sauf en cas de conséquences légales, fiscales, ou autres conséquences néfastes et sous réserve que les intérêts soient transférés à nouveau dans l'hypothèse où le cessionnaire cesse d'être un Associé ou un trustee du cédant. L'Associé Gérant peut demander toute information supplémentaire qu'il jugera nécessaire à sa prise de décision.

Tout transfert autorisé est soumis à la condition que le cessionnaire soit (i) un Investisseur Averti et (ii) succède au cédant conformément à toutes les obligations relatives au transfert d'Actions (y compris tout engagement envers la Société de souscrire à d'autres Actions). La Société n'enregistrera aucun transfert d'Actions dans son registre des actions tant que le cessionnaire n'aura pas accepté par écrit les stipulations de toutes conventions entre le cédant et la Société en relation aux Actions transférées.

Tout transfert à un Associé du cédant ne peut intervenir qu'à la condition subséquente que le transfert devienne caduque lorsque le cessionnaire cesse d'être un Associé du cédant, à moins que l'Associé Gérant n'en décide autrement au préalable et suivant notification en temps utile par le cessionnaire.

Aux fins de ces Statuts, «Associé» signifie

(iii) en relation avec une entité, toute société holding de contrôle, une succursale contrôlée ou toute autre succursale d'une telle société holding. Aux fins de ces Statuts, «Contrôle» signifie en relation avec une entité, lorsque une personne (ou plusieurs agissant de concert) a acquis ou acquiert un contrôle direct ou indirect (1) des affaires de cette entité, ou (2) plus de cinquante pour cent (50%) des droits de vote totaux conférés par les Actions émises dans le capital de cette entité et qui sont exerçables lors d'assemblées générales de cette entité ou (3) sur la composition du principal conseil d'administration de cette entité;

(iv) en relation à un fonds, tout fonds ou véhicule d'investissement géré par la même société de gestion.

Quand l'Associé Gérant refuse son consentement à un transfert proposé, il proposera les Actions dont le transfert est envisagé à toute autre personne qu'il considère appropriée sous réserve que le cédant proposé puisse dans de telles circonstances choisir de ne pas transférer ces Actions. Cette personne, seule ou avec une autre personne agréée par l'Associé Gérant, peut acheter les Actions au prix ou à la valeur indiqués dans la notification adressée à l'Associé Gérant. Cependant, si ce prix ou cette valeur sont réputés être significativement supérieurs à la valeur de marché estimée pour les Actions à vendre, l'Associé Gérant peut nommer, à son initiative ou à la demande de tout cessionnaire désigné, un expert indépendant, qui déterminera le prix de vente auquel la vente sera faite. Si la vente à un cessionnaire désigné n'a pas eu lieu dans un délai de trois mois à compter de la réception de la notification par l'Associé Gérant pour des raisons autres qu'une décision par le cédant proposé de ne plus transférer ses Actions, alors la vente envisagée à l'origine peut avoir lieu dans les mêmes conditions telles que notifiées à l'Associé Gérant et pas plus tard qu'un mois suivant l'expiration de la période de trois mois.

Sans préjudice de ce qui précède, l'Associé Gérant peut restreindre ou interdire la détention d'Actions de toute catégorie de la Société si l'Associé Gérant l'estime nécessaire pour s'assurer qu'aucune action de la Société n'est acquise ou détenue par ou pour le compte de toute personne en violation de toutes lois ou tous règlements de tout pays ou autorité gouvernementale ou réglementaire, et notamment, de la Loi SICAR. L'Associé Gérant est autorisé, afin de s'assurer qu'aucune action n'est détenue par ou pour le compte de toute personne en violation de toutes lois ou tous règlements de tout pays ou autorité gouvernementale ou réglementaire, et notamment, de la Loi SICAR à demander à tout moment, à toute personne dont le nom est inscrit dans le registre des actionnaires de fournir toute information, sous la forme d'une déclaration sous serment, qu'il jugera nécessaire pour déterminer s'il y a détention juridique ou bénéfice d'Actions par des personnes à qui il est prohibé de détenir des Actions dans la Société.

Un registre des actionnaires auquel tout actionnaire aura accès sera conservé au siège social. Le registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre et de la catégorie des Actions détenues, l'indication

des paiements effectués ainsi que les cessions d'Actions et les dates correspondantes. La propriété des Actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires. Des certificats reflétant le contenu du registre seront délivrés aux actionnaires.

Tout transfert permis d'Actions nominatives sera enregistré dans le registre des actionnaires par une déclaration de transfert enregistrée auprès du registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire d'Actions ou par leur(s) représentant(s) conformément aux règles sur le transfert de créances prévues par l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires tout transfert mentionné dans toute correspondance ou tout autre document qui mentionne l'accord du cédant et du cessionnaire.

La propriété d'une action implique l'approbation implicite des Statuts et des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

Sans préjudice de ce qui précède, l'Associé Gérant peut restreindre ou interdire la détention d'Actions de toute catégorie de la Société si l'Associé Gérant l'estime nécessaire pour s'assurer qu'aucune action de la Société n'est acquise ou détenue par ou pour le compte de (i) toute personne en violation de toutes lois ou règlements de tout pays ou autorité gouvernementale ou réglementaire, et notamment, de la Loi SICAR ou (ii) de tout plan soumis au Titre I du U.S. Employee Retirement Income Security Act de 1974 tel que modifié («ERISA»), à la Section 4975 du U.S. Internal Revenue Code de 1986, tel que modifié (l'«IRC») ou à toute autre Loi Similaire (chacun, un «Plan Couvert»).

L'Associé Gérant est autorisé, afin de s'assurer qu'aucune action n'est détenue par ou pour le compte de tout Plan Couvert ou toute personne en violation de toute loi ou règlement de tout pays ou autorité gouvernementale ou réglementaire, et, notamment la Loi SICAR, à demander à tout moment, à toute personne dont le nom est inscrit dans le registre des actionnaires de fournir toute information, sous la forme d'une déclaration sous serment, qu'il jugera nécessaire pour déterminer s'il y a détention juridique ou bénéficière d'Actions par des personnes à qui il est prohibé de détenir des Actions dans la Société.

«Loi Similaire» signifie toute loi fédérale, d'état, locale, non américaine ou autre loi ou règlement qui pourrait amener les actifs sous-jacents de la Société à être traités comme les actifs d'un actionnaire en vertu de la participation de l'actionnaire dans la Société.

Art. 7. Valeur des Actions. La Valeur Nette d'Inventaire des Actions, basée sur la Valeur Nette d'Inventaire de la Société, doit être déterminée sous la responsabilité de l'Associé Gérant et le Gestionnaire (tel que décrit ici-bas) sur base de la juste valeur conformément aux lignes directrices émises par l'IPEV (International Private Equity & Venture Capital). Elle sera exprimée en euros (EUR) par action. La valeur des actifs exprimée dans d'autres monnaies que l'euro (EUR) sera déterminée en fonction du taux de change qui prévaudra à la date de la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire. La Valeur Nette d'Inventaire d'une action d'une catégorie d'Actions particulière sera calculée sur la base de la part de la Valeur Nette d'Inventaire devant lui être attribuée conformément à ces Statuts. Chaque Action d'une catégorie d'Actions particulière doit avoir la même Valeur Nette d'Inventaire que les autres Actions de la même catégorie et série.

La Valeur Nette d'Inventaire des Actions de chaque catégorie sera déterminée par l'Associé Gérant et le Gestionnaire (tel que décrit ici-bas) de manière trimestrielle tel que déterminé par l'Associé Gérant et/ou le Gestionnaire et notifié aux actionnaires.

Un portefeuille d'investissements vendu dans le contexte de transactions qui n'ont pas été résolues ne doit pas être pris en compte lors du calcul de la valeur nette d'inventaire. Les Actions pour lesquelles l'Associé Gérant a émis un avis de rachat doivent être considérées comme existantes et doivent être prises en compte à la date de rachat, et dès lors jusqu'à paiement, le prix de rachat est supposé être une dette de la Société.

L'évaluation des investissements, des actifs et des dettes de la Société sera exécutée trimestriellement à juste valeur conformément aux principes comptables généralement acceptés à Luxembourg et aux recommandations généralement acceptées sur le marché pour ce type d'actif. Les lignes directrices suivantes s'appliqueront à de telles évaluations:

- Les investissements non réalisés sont évalués en référence aux lignes directrices de l'IPEV (International Private Equity & Venture Capital), adoptées par l'European Venture Capital Association (EVCA).

La Société pourra modifier les principes d'évaluation à la lumière des directives de l'IPEV sous réserve que de telles modifications soient communiquées et expliquées au Comité Consultatif et notifiées aux actionnaires.

- Les Instruments de Dette Privée: les dettes unitranche et mezzanine sont enregistrées à leurs valeurs nominales plus leurs intérêts courus, tel que défini par le règlement de la transaction. Les dépréciations peuvent être appliquées à cette valeur tel que déterminé par la Société. Toute indication de détérioration de la valeur de l'activité sous-jacente suggérant que le prêt investi ne sera pas intégralement recouvert sera prise en compte dans la détermination de la juste valeur. La réduction de valeur est suggérée par un calcul en cascades: la valeur d'entreprise de la société sous-jacente est calculée conformément à la méthode des multiples (approche de marché) et imputée entre la dette senior (le cas échéant) et la dette mezzanine (ou unitranche). Lorsque la dette mezzanine (ou unitranche) n'a pas été intégralement recouverte ou lorsque la marge de fonds propres ou quasi fonds propres est trop réduite, une décote s'applique aux intérêts courus puis à la valeur nominale.

La méthode d'évaluation à la valeur nominale plus intérêts courus est la pratique courante actuelle du marché suivie par la plupart des fonds mezzanine.

- Les Autres Instruments:

(i) Les prises de participation et warrants en marge de la dette:

Ils sont enregistrés à leur juste valeur. Les titres et warrants attachés aux Instruments de Dette Privée seront pris en compte et évalués séparément de la dette comme suit:

(i) Les titres provenant d'un investissement récent sont évalués à leur coût d'acquisition sous réserve qu'il n'y ait pas d'indication de détérioration de la valeur sous-jacente. Dans cette hypothèse, la Société appliquera une décote à l'évaluation des instruments financiers dans la mesure nécessaire afin de refléter la juste valeur de l'investissement.

(ii) Par la suite, l'indication la plus appropriée de la juste valeur de marché est supposée être une transaction indépendante d'une tierce partie durant la période d'évaluation.

(iii) En l'absence d'une telle transaction avec une tierce partie lors de la période d'évaluation, les investissements sont évalués sur la base de modèles financiers: la méthode des multiples (approche de marché) et modèles actualisés de flux de trésorerie. L'approche d'évaluation des multiples sera la méthode privilégiée lorsque l'investissement est comparable aux sociétés ayant des standards de comptabilités, des stratégies et une taille et rentabilité similaires et ayant des évaluations établies. La juste valeur de marché sera déterminée en référence à des multiples pertinents y compris le multiple EV/EBIT et le multiple EV/EBITDA dérivé de la part la plus vaste de l'échantillon de ces comparables. La valeur affectée par un manque de liquidité peut être difficile à évaluer. Le multiple à la date d'acquisition devra par la suite être étalonné en confrontation avec les multiples de marché comparables.

(iv) Lorsqu'aucune des méthodes ci-dessus n'est disponible, les titres non cotés sont maintenus à leur coût.

(ii) Dette Senior

Lorsqu'une dette senior est acquise sur un marché secondaire, la valeur doit être nominale ou d'acquisition lorsque la dette a été rachetée au rabais avec remise.

Une décote sera appliquée à la valeur nominale d'acquisition en présence de signes de détérioration qui pourraient suggérer que la valeur du prêt correspondant ou de l'obligation correspondante ne sera pas intégralement recouverte.

- Les autres instruments de dette seront évalués sur la base de leur valeur nominale ou de leur coût d'origine plus intérêt couru. Une décote sera appliquée à la valeur nominale d'acquisition en présence de signes de détérioration qui pourraient suggérer que la valeur du prêt correspondant ou de l'obligation correspondante ne sera pas intégralement recouverte.

- Tout actif numéraire ou quasi liquide détenu provisoirement sera évalué à sa valeur nominale ou à sa juste valeur de marché telle que déterminée de bonne foi conformément aux principes et procédures d'évaluation généralement acceptés.

- Les dettes seront évaluées sur la base de leur coût nominal plus intérêt couru le cas échéant.

La détermination de la valeur nette d'inventaire de la Société peut être différée jusqu'à cinquante (50) jours ouvrables à Luxembourg pendant:

(i) toute période, si de l'avis raisonnable de l'Associé Gérant, une évaluation juste des actifs de la Société n'est pas envisageable pour des raisons indépendantes de la volonté de la Société;

(ii) la survenance de circonstances constituant un état d'urgence en vertu duquel la réalisation ou l'évaluation des actifs de la Société serait impossibles;

(iii) toute période au cours de laquelle a lieu une rupture des moyens de communication habituellement utilisés pour la détermination du prix des actifs de la Société;

(iv) toute période pendant laquelle la Société jugera impossible la détermination de la valeur nette d'inventaire ou défavorable aux intérêts des actionnaires; ou

(v) d'une décision de liquidation de la société, à compter de la publication de la première notice adressée aux actionnaires à cet effet.

Art. 8. Défaillance, Rachat d'Actions, Acquisition d'Actions Propres. Les actionnaires ne peuvent pas exiger leur retrait de la Société. Toutefois, l'Associé Gérant peut exiger le retrait d'un actionnaire de la Société si, selon le jugement raisonnable de l'Associé Gérant, il y a un risque important pour la Société que la continuation de la participation d'un tel actionnaire puisse augmenter de manière substantielle un impôt, une charge fiscale ou réglementaire pesant sur la Société ou ses investissements en portefeuille. L'acquisition et la détention de ses propres Actions se fera conformément avec les conditions et limites établies par les Lois et les Statuts.

Les Actions de la Société de Catégorie A et B sont rachetables seulement aux conditions exposées ci-après et conformément aux conditions et limites établies par les lois applicables.

La Société peut acquérir et/ou vendre ses propres Actions de Catégorie A et B. L'acquisition, la détention et/ou l'annulation de ses propres Actions de Catégorie A et B par la Société se fera conformément aux conditions et limites exposées dans ces Statuts et le Mémoire et les limites (le cas échéant) résultant de la Loi SICAR.

Les Actions de Catégorie A et B peuvent être revendues à la demande de la Société en vue d'effectuer des distributions ou d'un retour de capital sur une base pro rata et avec un traitement égal sous réserve de mentions contraires du Mémoire.

Tout actionnaire qui ne verse pas en temps utile à la Société les montants qui ont pu être appelés par l'Associé Gérant sera automatiquement supposé être un actionnaire défaillant.

Tout actionnaire défaillant sera automatiquement soumis à des pénalités de retard, sans notification à l'investisseur, par l'imposition d'un intérêt à un taux annuel de 10%, sur la base du montant total appelé par l'Associé Gérant à partir du jour où le capital appelé aurait dû être effectué et jusqu'à la date de paiement du montant total de ce capital appelé (et de tout intérêt moratoire) ou, lorsqu'elle est antérieure, la date de transfert des Actions à la Société ou toute autre personne choisie par la Société (l'«Intérêt Moratoire»).

Si l'actionnaire est toujours défaillant à la fin d'une période d'un mois à partir de la notification par la Société, alors l'actionnaire défaillant peut être obligé, à tout moment ultérieurement et au choix discrétionnaire de la Société, de vendre ses Actions (i) à la Société pour un prix de rachat reflétant 50% de la dernière Valeur Nette d'Inventaire disponible (telle que déterminée sur la base de la Valeur Nette d'Inventaire de la Société au moment de ce rachat) moins l'Intérêt Moratoire (tel qu'acquies à la date de rachat) et moins les frais d'une nature quelconque (raisonnablement déterminés par la Société) supportés par la Société suite à ce défaut et ce prix de rachat ne sera payable que lors de la liquidation de la Société sans intérêts de retard et sous réserve que tous les autres actionnaires aient été entièrement remboursés des montants payés sur leurs Actions dans la Société, ou (ii) à toute(s) autre(s) personne(s) choisie(s) par la Société sous la seule réserve, dans ce cas, d'un droit de premier refus, des actionnaires existants non-défaillants, au prix que les personnes choisies par la Société pour acquies les Actions sont prêtes à payer (qui ne doit toutefois pas être inférieur de 50% à la Valeur Nette d'Inventaire (tel que déterminé sur la base de la Valeur Nette d'Inventaire de la Société au moment du rachat), sous réserve que, sur le prix de rachat, la Société ait le droit de recevoir un montant équivalent à la somme de (a) l'Intérêt Moratoire (tel qu'acquies à la date du transfert) et (b) les frais d'une nature quelconque (raisonnablement déterminés par la Société) supportés par la Société suite au défaut et sous réserve que, si l'acquies le décide avec le consentement de la Société, le prix ne soit payé que lors de la liquidation de la Société sans intérêt de retard et sous réserve que tous les autres actionnaires aient été entièrement remboursés des montants qu'ils ont payés sur leurs actions dans la Société. Si la Valeur Nette d'Inventaire des actions concernées est négative ou nulle au moment du rachat, le prix global de rachat sera d'un euro.

Pour les besoins de ce qui précède, l'Associé Gérant sera considéré comme irrévocablement autorisé à proposer la cession des Actions de l'actionnaire défaillant, l'actionnaire défaillant étant considéré comme ayant consenti à cette cession et ce consentement ne pouvant être retiré.

Nonobstant ce qui précède, et sans préjudice de toute revendication par les actionnaires non-défaillants ou la banque dépositaire, l'Associé Gérant peut utiliser toute méthode pour faire valoir ses droits à l'encontre d'un actionnaire défaillant et l'Associé Gérant est autorisé à solliciter le dédommagement pour tout préjudice causé par une telle défaillance.

Lorsqu'il apparaît à la Société qu'une personne, qui ne peut détenir des Actions la Société, notamment de par son inéligibilité au statut d'Investisseur Averti, soit seul ou conjointement avec une autre personne, est le bénéficiaire ou le propriétaire nominatif d'Actions, ou que, d'après le jugement raisonnable de l'Associé Gérant, il existe un risque substantiel pour la Société que la participation continue d'un actionnaire dans la Société puisse augmenter de manière substantielle un impôt, charge réglementaire ou autre pesant sur la Société, l'Associé Gérant est en droit de procéder au rachat forcé de toutes les Actions détenues par l'actionnaire. Le prix auquel ces Actions pourront être rachetées sera la dernière Valeur Nette d'Inventaire des Actions (telle que déterminée sur la base de la Valeur Nette d'Inventaire de la Société au moment de ce rachat). L'exercice par l'Associé Gérant de la Société de ces pouvoirs ne pourra en aucun cas être remis en question ou invalidé, pour insuffisance de preuve de la propriété des Actions par toute personne ou que la vraie propriété de toutes Actions était différente de celle qui apparaissait à l'Associé Gérant au moment du rachat, sous réserve que dans un tel cas les pouvoirs en question étaient exercés de bonne foi par l'Associé Gérant.

Lorsqu'il y est autorisé, l'Associé Gérant peut solliciter le rachat, de tout ou partie des Actions par notification envoyée par lettre recommandée à l'adresse qui apparaît dans le registre des actionnaires de la Société en précisant (i) la date du rachat, (ii) le nombre d'Actions visées par le rachat, (iii) le prix de rachat, et (iv) la méthode de paiement du prix de rachat.

Un actionnaire ne peut en aucun cas exiger le rachat de ses Actions.

Chapitre III. - Gestion

Art. 9. Gestion. La Société sera gérée par AXA Private Debt III, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500.-), ayant son siège social au 24, avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177 196 (l'«Associé Gérant»), en sa qualité d'associé commandité et détenteur de toutes les Actions C de la Société.

L'Associé Gérant représente la Société vis-à-vis des tiers.

L'Associé Gérant peut, lorsque cela semble approprié, nommer ou remplacer, à sa discrétion, toute société autorisée étant une succursale directe ou indirecte de ARDIAN SA afin d'agir en tant que gestionnaire de la Société (le «Gestionnaire») au sens de la directive sur les gestionnaires de fonds alternatifs (la «Directive AIFM»). Un tel gestionnaire serait, dans la limite autorisée par la loi, responsable des décisions d'investissements et de désinvestissements pour le compte de la Société, de la gestion des actifs ainsi que de la gestion de risques liés à la Société.

Les actionnaires détenant deux tiers des engagements de la Société auront la capacité de révoquer l'Associé Gérant. La révocation de l'Associé Gérant requiert la nomination immédiate d'un associé gérant en remplacement, qui doit être un associé commandité, et sous réserve de l'approbation du remplacement de l'associé gérant par la Commission de

Surveillance du Secteur Financier de Luxembourg. L'Associé Gérant n'a pas de veto concernant sa révocation ou son remplacement et doit transférer ses Actions de Catégorie C de la Société au nouvel associé gérant à leur prix initial de souscription. L'Associé Gérant aura droit à une Indemnité de Gestion (telle que définie ci-dessous) jusqu'à la nomination du nouvel associé gérant.

Si l'Associé Gérant est révoqué, l'Associé Gérant a droit à une compensation pour les pertes et dommages suivant les termes du Mémoire.

Une résolution des actionnaires requérant une majorité des deux tiers des engagements des actionnaires sera soumise au vote des actionnaires pour la liquidation de la Société si la nomination du nouvel associé gérant n'est pas approuvée dans les 6 mois suivant la date de la résolution approuvant la révocation de l'Associé Gérant. L'Associé Gérant n'a pas de droit de veto relativement à une telle résolution. Si les actionnaires approuvent cette résolution, la Société sera liquidée.

Au cours de la période entre la date de passation de la résolution de révocation de l'Associé Gérant et la décision de remplacer l'Associé Gérant ou le cas échéant, de liquider la Société, le pouvoir de l'Associé Gérant d'effectuer de nouveaux investissements pour le compte de la Société sera suspendu jusqu'à nouvelle décision (la «Période de Suspension»), sauf approbation spécifique du Comité Consultatif.

L'Associé Gérant doit malgré tout être autorisé à finaliser les investissements approuvés ou exécuter les conventions passées par la Société avant la Période de Suspension.

Dans l'hypothèse où un gestionnaire a été nommé par l'Associé Gérant conformément à la Directive AIFM, le gestionnaire sera révoqué simultanément avec l'Associé Gérant, sous réserve, si nécessaire, de la nomination d'un gestionnaire comme successeur.

L'Associé Gérant ne peut volontairement démissionner en tant qu'associé commandité de la Société sans qu'un associé gérant n'ait été trouvé en remplacement et sans le consentement écrit d'actionnaires représentant plus de deux tiers des engagements totaux dans la Société (les engagements de l'Associé Gérant et de tout associé de l'Associé Gérant non compris).

Les actionnaires de Catégorie A Série 1, Catégorie A Série 2, Catégorie A Série 3 et Catégorie B ne doivent ni participer ni interférer dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs de l'Associé Gérant. L'Associé Gérant a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs non réservés expressément par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des actionnaires ou aux réviseurs d'entreprises sont de la compétence de l'Associé Gérant.

L'Associé Gérant a un droit de veto vis-à-vis de toutes les résolutions d'actionnaires, à l'exception de celles relatives à sa révocation et/ou son remplacement.

Art. 11. Frais de Gestion et Dépenses. L'Associé Gérant aura le droit de recevoir une indemnité (l'«Indemnité de Gestion») à partir de la constitution de la Société. Le montant de l'Indemnité de Gestion sera calculé en conformité avec le Mémoire et imputé sur les engagements des Actions de Catégorie A Série 1, Catégorie A Série 2, Catégorie A Série 3 et la valeur nette d'inventaire de la Société au cours de la Période d'Investissement (telle que définie dans le Mémoire) et la valeur nette d'inventaire de la Société suite à la Période d'Investissement, conformément aux règles établies dans le Mémoire de temps à autre.

L'Associé Gérant pourra dans certaines circonstances avoir droit à d'autres rémunérations et/ou au remboursement de toute dépense raisonnable engagée par l'Associé Gérant en rapport avec la gestion de la Société ou l'accomplissement de l'objet social de la Société.

Art. 12. Responsabilité de l'Associé Gérant et des Actionnaires. En sa qualité d'associé commandité de la Société, l'Associé Gérant est responsable solidairement et conjointement avec la Société de toutes les dettes de la Société qui ne peuvent pas être couvertes par les actifs de la Société.

Les actionnaires (autres que l'Associé Gérant) doivent, aux termes de l'obligation de s'abstenir d'agir pour le compte de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit sauf pour ce qui est de l'exercice de leurs droits d'actionnaires aux assemblées générales, n'être tenus envers la Société que du paiement du montant de leurs engagements envers la Société.

Art. 13. Délégation de Pouvoirs. L'Associé Gérant peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société concernant cette gestion à une ou plusieurs personnes ou comités de son choix ou déléguer des pouvoirs ou mandats spéciaux, ou confier des fonctions déterminées de manière permanente ou temporaire à des personnes ou comités de son choix.

Art. 14. Représentation de la Société. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de l'Associé Gérant, agissant par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs signataires dûment autorisés, tels que nommés discrétionnairement par l'Associé Gérant.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par les signatures conjointes ou la

signature individuelle de toutes les personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par l'Associé Gérant, dans les limites de ce pouvoir.

Art. 15. Dissolution, Incapacité de l'Associé Gérant. En cas de dissolution, ou d'incapacité légale de l'Associé Gérant ou si pour toute autre raison l'Associé Gérant est empêché d'agir, la Société ne sera pas dissoute.

Dans cette situation et sous réserve des agréments réglementaires nécessaires, le réviseur d'entreprises de la Société devra désigner un ou plusieurs administrateurs, actionnaires ou non, pour une période allant jusqu'à ce qu'une assemblée générale des actionnaires se réunisse afin de nommer un nouvel Associé Gérant.

Dans les quinze jours de leur nomination, le(s) administrateur(s) doivent convoquer une assemblée générale des actionnaires selon la procédure prévue par les Statuts.

Les obligations du ou des administrateur(s) consistent dans l'accomplissement d'actes urgents et d'actes d'administration courante jusqu'à la convocation de l'assemblée générale des actionnaires.

Les administrateur(s) sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs mandats.

Art. 16. Conflit d'intérêts, Rémunération. Lorsque tout membre du conseil de gérance de l'Associé Gérant a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une quelconque transaction de la Société, un tel membre doit faire part au conseil de gérance d'un tel intérêt.

Ce membre ne doit pas considérer ou voter une transaction de la Société pour laquelle il a ou pourrait avoir un intérêt personnel sauf lorsque le conseil de gérance de l'Associé Gérant décide de manière dûment motivée que (i) la transaction est conclue à des conditions de marché standard et (ii) qu'elle fait partie intégrante de la poursuite ordinaire des activités de la Société. La transaction et l'intérêt du membre doivent être communiqués dans un rapport spécial lors de l'assemblée générale des actionnaires suivante avant un quelconque vote à ce sujet ou concernant une autre résolution.

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une autre société ou entreprise ne doit être affecté ou annulé par le fait qu'un membre du conseil de gérance de l'Associé Gérant ou tout employé de la Société a un intérêt personnel, ou est directeur, collaborateur, membre, cadre ou employé de cette autre société ou entreprise. Toute personne mentionnée ci-dessus liée à toute société ou entreprise avec laquelle la Société doit contracter ou autrement s'engager dans des relations d'affaires ne doit pas, en raison d'une telle affiliation avec une telle autre société ou entreprise être automatiquement empêchée de participer, voter ou agir dans toute matière par rapport à ces contrats ou autres affaires.

L'Associé Gérant, ses Associés et le Gestionnaire (chacun étant défini comme une «Partie Indemnisée») seront indemnisés et dédommagés, sur le montant des actifs de la Société, ou par un appel de fonds supplémentaire par l'Associé Gérant, ou par l'appel des distributions versées aux actionnaires de la Société, proportionnellement aux distributions reçues par ces actionnaires de la Société et dans les conditions précisées au Mémoire, contre tout passif, dettes, actions, procédures, réclamations et demandes, tout dommage ou pénalité, ainsi que tous frais et dépenses y afférents (y compris des frais juridiques raisonnables) subis par la Partie Indemnisée (i) ayant agi, le cas échéant, en tant qu'associé gérant ou conseiller de la Société, ou (ii) survenant en connexion avec toute affaire ou circonstance en relation ou résultant de l'exercice de ses fonctions d'associé gérant ou de consultant de la Société ou de la fourniture (ou non fourniture), de services à la Société ou relatifs à la Société, fournis par elle ou par tout autre agent qu'elle aurait nommé, ou (iii) survenant par ailleurs en relation avec les opérations, affaires ou activités de la Société; sous réserve, toutefois, qu'aucune indemnité (y compris les frais de procédure) ne soit versée (i) relativement à toute affaire résultant d'une faute grave, dol ou infraction pénale, de son fait, tel que déterminé par un tribunal luxembourgeois, ou, (ii) sans l'accord préalable du Comité Consultatif, relativement à des litiges entre l'Associé Gérant, ses Conseillers (tels que ce terme est défini dans le Mémoire) et leurs administrateurs, mandataires sociaux, actionnaires et/ou salariés.

Tout cadre, directeur, actionnaire, agent, associé ou employé de l'Associé Gérant ou de ses Affiliés, du Gestionnaire et toute personne nommée par l'un d'eux comme directeur, censeur, ou membre du conseil de surveillance (ou toute position équivalente) d'une Société du Portefeuille ou un Associé d'une Société du Portefeuille, tout membre dûment nommé du Comité Consultatif (chacun étant défini comme une «Personne Indemnisée») sera indemnisé et dédommagé, sur le montant des actifs de la Société, ou par un appel de fonds supplémentaire par l'Associé Gérant, ou par un appel des distributions faites aux actionnaires de la Société, proportionnellement aux distributions reçues par ces actionnaires de la Société et dans les conditions précisées au Mémoire, contre tout passif, dettes, actions, procédures, réclamations et demandes, tout dommage et pénalité, ainsi que les frais et dépenses y afférents (y compris des frais juridiques raisonnables) due par la Personne Indemnisée (i) survenu en connexion avec ou relativement à ou résultant de la fourniture (ou de la non fourniture) par la Personne Indemnisée de services à ou en relation avec la Société, ou (ii) survenu relativement à une opération, affaire ou activité de la Société ou (iii) survenu du fait des agissements de la Personne Indemnisée en tant que directeur, censeur ou membre du conseil de surveillance (ou toute position équivalente) d'une Société du Portefeuille ou un Affilié d'une Société du Portefeuille ou en tant que membre du Comité Consultatif; sous réserve, toutefois, qu'aucune indemnité (y compris en frais de procédure) ne soit versée (i) relativement à une affaire résultant de la faute grave, le dol ou une infraction pénale du fait de la Personne Indemnisée tel que déterminé par un tribunal luxembourgeois, ou (ii), sans l'accord préalable du Comité Consultatif, relativement à des litiges entre l'Associé Gérant, ses Conseillers (tels que ce terme est défini dans le Mémoire) et leurs administrateurs, mandataires sociaux, actionnaires et/ou salariés.

Toute Personne Indemnisée ou Partie Indemnisée cherchant à être indemnisée conformément aux dispositions ci-dessus doit, avant tout, chercher à être indemnisée par une compagnie d'assurance auprès de laquelle une indemnisation peut être cherchée contre tous passifs, dettes, actions, procédures, réclamations et demandes, tous dommages et pénalités, ainsi que tous frais et dépenses y afférents.

Toute indemnisation d'une Personne Indemnisée ou d'une Partie Indemnisée conformément aux dispositions ci-dessus subrogera la Société dans les droits de cette Personne Indemnisée ou Partie Indemnisée. L'Associé Gérant cherchera à engager ou a engagé pour le compte de la Société tout recours contre tout tiers susceptible de verser à la Société tout montant versé à toute Personne Indemnisée ou Partie Indemnisée conformément aux présentes dispositions.

A la suite de la liquidation de la Société et relativement à un recours juridique déjà engagé à la date de liquidation, l'Associé Gérant assistera sur demande les actionnaires, notamment en leur fournissant toute information en sa possession relative au remboursement de tout montant versé à une Personne Indemnisée ou une Partie indemnisée conformément aux présentes dispositions.

Les indemnités prévues ci-avant devront être versées même si l'Associé Gérant a cessé d'agir en qualité d'associé commandité de la Société ou si une Personne Indemnisée ou une Partie Indemnisée cesse de fournir ses services à la Société ou cesse par ailleurs d'agir pour le compte de la Société.

Art. 17. Comité Consultatif. La Société aura un comité consultatif d'actionnaires pour conseiller l'Associé Gérant concernant les conflits d'intérêt, et autres questions qui peuvent être soulevées de temps à autre (le «Comité Consultatif»), qui sera commun entre la Société et les véhicules parallèles. Le Comité Consultatif se réunira au moins une fois par an et toutes les fois convenues par ses membres. L'Associé Gérant convoquera le Comité Consultatif en conséquence. Le Comité Consultatif sera composé de quinze (15) membres au plus, qui seront tous des représentants des actionnaires de Catégorie A Série 1, Catégorie A Série 2 ou Catégorie A Série 3, et des représentants des actionnaires des véhicules parallèles, choisis par l'Associé Gérant. Tout actionnaire ayant un engagement individuel au moins égal à cinquante millions d'euros (50.000.000 EUR) peut exiger sa nomination au Comité Consultatif.

L'Associé Gérant consultera le Comité Consultatif (i) lorsqu'il a identifié un conflit d'intérêt potentiel par rapport à un investissement potentiel devant être effectué par la Société, (ii) sur tout sujet tel que prévu par le Mémoire et/ou les Statuts et (iii) sur tout autre sujet déterminé par l'Associé Gérant.

Les membres du Comité Consultatif n'ont aucun pouvoir pour gérer la Société et, excepté les questions mentionnées aux (i), (ii) et (iii) ci-dessus, toute action du Comité Consultatif devra être effectuée uniquement en vue de fournir un conseil, et l'Associé Gérant ne sera pas dans l'obligation ou autrement forcé d'agir conformément à une décision, action ou commentaire du Comité Consultatif ou de l'un de ses membres.

Toutes les décisions du Comité Consultatif devront être prises par un vote à la majorité de ceux présents et votant. En cas d'égalité des voix, le président du Comité Consultatif (si un président a été désigné) aura une voix prépondérante.

Art. 18. Réviseur d'Entreprises. Les affaires de la Société et sa situation financière, y compris ses comptes et documents comptables, seront revus par un réviseur d'entreprises agréé, actionnaire ou non et qui doit exécuter les obligations prévues par la Loi SICAR.

Le réviseur d'entreprises sera élu par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui n'excédera pas six ans, et restera en fonction jusqu'à ce que son successeur soit élu. Le réviseur d'entreprises est rééligible et pourra être révoqué à tout moment, avec ou sans motifs, par une résolution prise par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 19. Dépositaire. La garde des investissements de la Société sera confiée à un dépositaire conformément à la Loi SICAR, la Loi du 12 juillet 2013 et le règlement délégué de la Commission (UE) No 231/2013 du 19 décembre 2012 complétant la Directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil concernant les exemptions, les conditions générales d'opération, les dépositaires, l'effet de levier, la transparence et la supervision. Le dépositaire doit être un établissement de crédit au sens de la loi du 5 avril 1993 relative à la surveillance du secteur financier ayant son siège social au Luxembourg ou, si son siège social est dans un autre État membre de l'Union Européenne, établi au Luxembourg.

Le Gestionnaire doit informer les actionnaires de toute entente conclue par le dépositaire à l'effet que ce dernier pourra se décharger contractuellement de sa responsabilité, conformément à l'article 19 (14) de la Loi du 12 juillet 2013, et de tout autre changement en ce qui concerne la responsabilité du Dépositaire, et ce, sans délai.

Chapitre IV. - Assemblée générale des actionnaires

Art. 20. Pouvoirs de l'Assemblée des Actionnaires. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve de tous les autres pouvoirs réservés à l'Associé Gérant en vertu de la loi ou des Statuts, elle a les pouvoirs les plus larges pour exécuter ou ratifier les actes relatifs aux opérations de la Société.

Elle n'exécutera ni ne ratifiera d'acte engageant la Société vis-à-vis de tiers ni ne décidera de modifier les Statuts sans le consentement de l'Associé Gérant sauf si les Statuts en disposent autrement.

Art. 21. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation, le 24 avril à 11 heures. La première assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue en 2014.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant des banques à Luxembourg.

Art. 22. Autres Assemblées Générales. En plus de l'assemblée générale annuelle, l'Associé Gérant peut convoquer d'autres assemblées générales. Ces assemblées seront convoquées si les actionnaires représentant au moins un dixième du capital de la Société le requièrent.

Les assemblées des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par l'Associé Gérant, le requièrent.

Art. 23. Convocation des Assemblées Générales. Les actionnaires seront convoqués par l'Associé Gérant conformément aux Lois. Les convocations envoyées aux actionnaires conformément aux Lois indiqueront l'heure et le lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour et une indication des affaires à traiter.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 24. Présence, Représentation. Tous les actionnaires ont le droit de participer et de prendre la parole à toutes les assemblées générales.

Un actionnaire peut prendre part à toute assemblée générale des actionnaires en désignant, par tout moyen de télécommunication autorisant la transmission d'un texte écrit, une autre personne en tant que mandataire, qui doit être actionnaire lui-même. L'Associé Gérant peut déterminer toute autre condition à remplir pour prendre part aux assemblées d'actionnaires.

Toute société ou autre entité légale étant actionnaire peut faire signer un formulaire de procuration par un fondé de pouvoir ou peut autoriser, par tout moyen autorisant la transmission d'un texte écrit, une personne de son choix pour la représenter à toute assemblée générale, sous réserve de pouvoir donner une preuve de ce pouvoir à la demande de l'Associé Gérant.

L'Associé Gérant peut déterminer la forme des procurations et peut exiger que les procurations soient déposées au lieu indiqué par l'Associé Gérant au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée. L'Associé Gérant pourra déterminer toute autre condition à remplir en vue de participer à une assemblée des actionnaires.

Chaque action est indivisible vis-à-vis de la Société. Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires d'actions, les créanciers et débiteurs d'actions gagées doivent nommer une seule personne pour les représenter à l'assemblée générale.

Art. 25. Procédure. L'assemblée générale des actionnaires sera présidée par l'Associé Gérant ou par une personne désignée par l'Associé Gérant.

Le président de l'assemblée générale des actionnaires nommera un secrétaire qui ne devra pas nécessairement être lui-même actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires élira un scrutateur à choisir parmi les actionnaires présents ou représentés.

Le président, le secrétaire et le scrutateur dûment nommés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 26. Prorogation. L'Associé Gérant peut, lors d'une assemblée générale des actionnaires, proroger cette assemblée générale de quatre semaines. L'Associé Gérant doit la proroger à la demande d'actionnaires représentant au minimum un cinquième du capital de la Société.

Cette prorogation annule automatiquement toute décision déjà prise auparavant.

L'assemblée générale prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième.

Art. 27. Vote. Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre d'Actions pour lesquelles ils votent est signée par chacun d'eux ou par leurs mandataires avant l'ouverture de l'assemblée.

L'assemblée générale des actionnaires peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Chaque action donne droit à un vote, sous réserve des limitations imposées par les Lois.

Le vote se fait à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale ne décide par un vote à la majorité simple d'adopter une autre procédure de vote.

Lors de toute assemblée générale, autre qu'une assemblée générale extraordinaire convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou en vue de voter sur des résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des Statuts, les résolutions seront prises, sans considération du nombre d'Actions représentées, à la majorité simple des votes émis.

Sauf si les Statuts en disposent autrement, aucune résolution ne peut être adoptée par les actionnaires sans le consentement de l'Associé Gérant.

Art. 28. Assemblées Générales Extraordinaires. Lors de toute assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée en conformité avec les Lois en vue de la modification des Statuts ou en vue du vote sur des résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des Statuts, le quorum doit être d'au moins la moitié du total des Actions émises. Si le quorum précisé n'est pas atteint, une deuxième assemblée pourra être convoquée à laquelle il n'y aura pas d'exigence de quorum. Pour adopter les modifications proposées et sauf

dans les cas où les Lois ou le Mémoire en disposent autrement, une majorité de deux tiers des votes émis par les actionnaires présents ou représentés est requise à une telle assemblée à l'exception cependant de toute modification des dispositions de ces Statuts touchant à la Politique d'Investissement et à l'Indemnité de Gestion pour laquelle le consentement unanime de tous les détenteurs d'Actions de Catégorie A Série 1, Catégorie A Série 2, Catégorie A Série 3, le consentement de cinquante pour cent des détenteurs d'Actions de Catégorie B et le consentement de l'Associé Gérant sont requis.

Pour toute modification ou variation du statut de la Société en tant que société d'investissement en capital à risque le consentement unanime de tous les actionnaires sera requis sauf dans les cas où cette modification est le résultat de changements légaux ou réglementaires à la Loi SICAR.

Sauf si les Statuts en disposent autrement, aucune résolution ne peut être adoptée par les actionnaires sans le consentement de l'Associé Gérant.

Art. 29. Procès-verbaux. Les procès-verbaux de l'assemblée générale des actionnaires seront signés par le président de l'assemblée, le secrétaire et le scrutateur et peuvent être signés par tout autre actionnaire ou mandataire d'un actionnaire, qui le demande.

Copies ou extraits de ces procès-verbaux devant être présentés en justice ou ailleurs seront signés par l'Associé Gérant.

Chapitre V. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 30. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et se termine le dernier jour de décembre de la même année. La première année sociale de la Société débutera à la date de la constitution et prendra fin le dernier jour de décembre 2013.

Art. 31. Adoption des Comptes Annuels. L'Associé Gérant doit préparer, pour approbation par les actionnaires, les comptes annuels conformément aux dispositions des Lois et aux principes comptables généralement acceptés à Luxembourg. Les comptes annuels seront soumis à l'assemblée générale des actionnaires pour revue et, le cas échéant, approbation de ces comptes annuels.

L'Associé Gérant doit préparer le rapport annuel comme prévu par la Loi SICAR.

Art. 32. Affectation des produits. Après paiement de l'Indemnité de Gestion et des frais dus à l'Associé Gérant conformément à l'article 11 des Statuts et au Mémoire et après l'allocation prévue des montants requis pour (i) les besoins du fonds de roulement ou (ii) financer les engagements relatifs au portefeuille d'investissements ou (iii) satisfaire toutes les obligations futures envisagées, passifs et provisions (y compris, sans limitation, tout engagement pris relativement à des transactions de couverture), l'Associé Gérant peut à tout moment verser un acompte sur les distributions au profit des actionnaires de quelque catégorie que ce soit. L'Associé Gérant fixe le montant et la date de paiement de chacune de ces distributions, à la seule condition de se conformer aux règles de distribution figurant dans le Mémoire de temps à autre.

Aucune distribution ne peut avoir pour résultat une réduction du capital social en dessous du seuil d'un million d'euro (1.000.000 EUR).

Les distributions effectuées au cours de la vie de la Société ne le seront qu'en numéraire. L'Associé Gérant peut réduire le montant distribuable à un actionnaire en compensation d'un paiement dû par l'actionnaire à la Société.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 33. Dissolution, Liquidation. Sous réserve de l'accord de l'Associé Gérant et sous réserve de l'article 4, la Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires votant selon les mêmes règles de quorum et de majorité que pour la modification des Statuts, sauf disposition contraire des Lois.

Si la Société est dissoute, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par une assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et des frais de liquidation, le boni de liquidation sera distribué aux actionnaires conformément avec, et pour arriver au même résultat économique que celui fixé par les règles de distribution de ces Statuts et du Mémoire.

Une distribution en nature des actifs pourra être faite par le liquidateur sous réserve de l'accord de chaque actionnaire. Toutefois, le liquidateur mettra en oeuvre tous ses efforts pour liquider tous les actifs de la Société.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 34. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par ces Statuts seront déterminées conformément aux lois luxembourgeoises, en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, la Loi du 12 juillet 2013 et la Loi SICAR.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidée de déléguer tous pouvoirs à l'associé gérant de la Société pour prendre toutes mesures afin de mettre en oeuvre la résolution qui précède.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, le président a clôturé la séance à 17.05 heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société suite au présent acte sont estimés à mille euros.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: R. BRIMEYER, A. FRONTAIN, J. FERRAND, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 23 juillet 2014. Relation: EAC/2014/10298. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014117921/1531.

(140136810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Alessandro-Volta-Strasse Wolfsburg Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.007.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 186.412.

In the year two thousand and fourteen,

on the ninth day of July,

Before Us, Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

"CSRE I European Property (Luxembourg) Holding S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is governed by Luxembourg Law, having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under company number R.C.S. B 185.605,

duly represented by Mr Alexander Wagner, lawyer, with professional address at 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1011 Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given to him in Luxembourg, on 02 July 2014.

Said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole unitholder (the "Sole Unitholder") of "Alessandro-Volta-Strasse Wolfsburg Real Estate S.à r.l." (the "Company"), a Luxembourg private limited company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy de Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 186.412 and incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 22 April 2014, drawn up by the undersigned notary and published in the *Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations* on 27 June 2014.

The Sole Unitholder representing the whole corporate unit capital of the Company requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Unitholder RESOLVES to increase the issued corporate capital of the Company with an amount of one million nine hundred and ninety five thousand Euro (EUR 1,995,000.-) in order to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to two million seven thousand five hundred Euro (EUR 2,007,500.-) without creating and issuing new units.

Said capital increase was fully paid up by the current sole unitholder by a contribution in cash of an amount of ONE MILLION NINE HUNDRED AND NINETY-FIVE THOUSAND EURO (EUR 1,995,000.-) so that such aggregate amount of ONE MILLION NINE HUNDRED AND NINETY-FIVE THOUSAND EURO (EUR 1,995,000.-) is as of today at the free disposal of the Company, which was certified to the undersigned notary who expressly states this.

Second resolution

In order to reflect such increase of the subscribed corporate capital, the Sole Unitholder consequently RESOLVES to amend article 5 of the Articles which shall now read as follows:

" **Art. 5.** "The unit capital is fixed at two million seven thousand five hundred Euro (EUR 2,007,500.-) represented by one hundred twenty-five (125) units with no reference to nominal value."

Expenses

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately two thousand five hundred euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation. Upon request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us the notary the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahr zweitausendvierzehn,
am neunten Tag des Monats Juli.

Vor Uns, Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in SASSENHEIM, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen:

CSRE I European Property (Luxembourg) Holding S.à r.l.", eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister und der Nummer R.C.S. B 185.605,

hier vertreten durch Herrn Alexander Wagner, Rechtsanwalt, berufsansässig in 10, boulevard G.D. Charlotte, Luxemburg,

kraft einer ihm erteilten Vollmacht, welche in Luxemburg, am 02. Juli 2014 ausgestellt wurde.

Die Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung ne varietur durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben registriert zu werden.

Die Erschienene ist die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft "Alessandro-Volta-Strasse Wolfsburg Real Estate S.à r.l.", eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B186.421, gegründet gemäß einer notariellen Gründungsurkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 22. April 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 27. Juni 2014.

Die Alleingesellschafterin, welche das vollständige Gesellschaftskapital repräsentiert, hat erklärt und den Notar gebeten zu beurkunden dass:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt das Gesellschaftskapital um eine Summe von einer Million neunhundertfünfneunzigtausend Euro (EUR 1,995,000.-) zu erhöhen, um das aktuelle Gesellschaftskapital der Gesellschaft von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) auf zwei Millionen und siebentausendfünfhundert Euro (EUR 2,007,500.-) ohne die Bildung und Ausgabe von neuen Gesellschaftsanteilen zu erhöhen.

Dieselbe Kapitalerhöhung wurde vollständig durch die Alleingesellschafterin in Höhe von EINER MILLION NEUNHUNDERTFÜNFUNDNEUNZIGTAUSEND EURO (EUR 1,995,000.-) in bar eingezahlt, so dass die Summe in Gesamthöhe von EINER MILLION NEUNHUNDERTFÜNFUNDNEUNZIGTAUSEND EURO (EUR 1,995,000.-) ab heute der Gesellschaft zur freien Verfügung steht, so wie dies dem Notar bescheinigt wurde und welcher dies auch ausdrücklich bestätigt.

Zweiter Beschluss

Ferner zu der oben genannten Erhöhung des Gesellschaftskapitals, beschließt die Alleingesellschafterin Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, und ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 5.** "Das Gesellschaftskapital beträgt zwei Millionen und siebentausendfünfhundert Euro (EUR 2,007,500.-) eingeteilt in einhundertfünfundzwanzig (125) Gesellschaftsanteile ohne Bezugnahme zum Nominalwert."

Kosten

Die Auslagen, Kosten, Entgelte und Ausgaben, in welcher Form auch immer, welche von der Gesellschaft in Folge der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf zirka zweitausendfünfhundert Euro geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, der deutschen Sprache kundig und mächtig, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Version.

Auf Ersuchen desselben Erschienenen und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Version maßgebend sein.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde an dem am Anfang des Dokumentes erwähnten Tag in Luxemburg aufgesetzt wurde.

Nachdem dieses Dokument der erschienenen Person, welche dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt ist, vorgelesen wurde, wurde es von der besagten erschienenen Person gemeinsam mit Uns dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: A. WAGNER, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 14. Juli 2014. Relation: EAC/2014/9683. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014117837/103.

(140136971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

«Apparel IP S.à r.l.», Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 189.024.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the seventeenth day of July.

Before us Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notary residing in Wiltz, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of her colleague Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, who last named shall remain depositary of the present deed.

There appeared:

The Branded Apparel Limited, a limited company incorporated and governed by the Laws of Hong Kong, having its registered office at Unit A 2/F Dragon Ind building, No. 93 King Lam St., Cheung Sha Wan, KL, filed at the Registrar of Companies Hong Kong Special Administrative Region under the number 2065229,

here represented by Fiduciaire EUROLUX, having its registered office at L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, itself here represented by Mrs Isabell FELTEN, employee, residing professionally at L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen by virtue of a power of attorney delivered to her.

Said proxy after having been initialed “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

Such appearing party, represented as thereabove mentioned, has requested the undersigned notary to inscribe as follows the articles of association of a private limited liability company:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the “Law”), as well as by the articles of association (hereafter the “Articles”), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2.

2.1. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

2.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (hereafter referred as the “Connected Companies”). It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its Connected Companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets

2.3. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

2.5. The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

2.6. The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The private limited liability company (“soicété à responsabilité limitée”) will have the name “Apparel IP S.à r.l.”

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12.500.- EUR) divided into one hundred (100) share quotas of ONE HUNDRED AND TWENTY-FIVE EURO (125.- EUR) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners’ meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company’s shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers who need not to be shareholders.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (“conseil de gérance”).

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s objects.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any of the members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent’s responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The board of managers may elect a chairman from among its members.

If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

A manager can be represented at a meeting by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and provided that at least two managers are physically present. Any decisions by the board of managers shall be adopted by a simple majority. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

The board of managers may pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution. Such resolutions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;
2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory Provision

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

The share quotas have been subscribed by The Branded Apparel Limited prenamed, which is the sole partner of the company.

The share quotas have been fully paid up in cash, so that the sum of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12.500.- EUR) is now available to the company, proof of which has been given to the undersigned notary who acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the subscriber as a result of its formation are estimated at EUR 1,250.- approximately.

Resolutions of the sole partner

- 1) As sole manager of the Company for an indefinite period are appointed:

- Herr Alhard von KETELHODT, expert-comptable, born in Bochum (Deutschland), on 27th May 1961, professional address 196, rue de Beggen, L-1220 Luxemburg.

The duration of his mandate is unlimited and he has the power to bind the company by his sole signature.

2) The address of the corporation is in L-1220 Luxemburg, 196, rue de Beggen.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Follows the German translation of the preceding text:

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den siebzehnten Juli.

Vor mir, Maître Joëlle SCHWACHTGEN, Notar mit Amtssitz in Wiltz, Grossherzogtum Luxemburg, handelnd in Vertretung ihres verhinderten Kollegen Maître Jean SECKLER, Notar mit Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg, welch letzt genannter Depositar der Urkunde bleiben wird.

Ist Erschienen:

The Branded Apparel Limited, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche den Gesetzen von Hong Kong unterliegt, mit Sitz in Unit A 2/F Dragon Ind building, No. 93 King Lam St., Cheung Sha Wan, KL, eingetragen beim «Registrar of Companies Hong Kong Special Administrative Region» unter der Nummer 2065229,

hier vertreten durch Fiduciaire EUROLUX, mit Sitz in 196, rue de Beggen in L-1220 Luxemburg, selbst hier vertreten durch ihre Bevollmächtigte Frau Isabell FELTEN, Privatangestellte, berufsansässig in Luxemburg, 196, rue de Beggen, aufgrund einer ihr ausgestellten privatschriftlichen Vollmacht, welche Vollmacht nach gehöriger „ne varietur“ Paraphierung durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleibt.

Diese erschienene Partei, vertreten wie vorgenannt, ersuchte den unterzeichneten Notar um Eintragung der Satzung Gesellschaft mit beschränkter Haftung:

Art. 1. Gegründet wird eine private Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die durch die für ein solches Rechtssubjekt geltenden Gesetze, insbesondere durch das Gesetz vom 10. August 1915 über Wirtschaftsunternehmen in geänderter Fassung (nachfolgend das “Gesetz”), sowie durch die Satzung (nachfolgend die “Satzung”) geregelt wird (nachfolgend die “Gesellschaft”), wobei in Artikel 7, 10, 11 und 14 der Satzung die für eine Einpersonengesellschaft geltenden Ausnahmeregelungen aufgeführt sind.

Art. 2.

2.1. Zweck der Gesellschaft ist die Übernahme von Beteiligungen, Anteilen und Anteilsscheinen in Luxemburg oder im Ausland in jeder Form gleich welcher Art sowie die Verwaltung dieser Beteiligungen, Anteile und Anteilsscheine. Die Gesellschaft kann insbesondere durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder in sonstiger Weise Aktien, Anteile und andere Kapitalbeteiligungen, Anleihen, Schuldtitel, Einlagezertifikate und andere schuldrechtliche Wertpapiere und im allgemeineren Sinne alle Wertpapiere und Finanzinstrumente erwerben, die von einer Publikums- oder privaten Gesellschaft gleich welcher Art ausgegeben wurden.

2.2. Die Gesellschaft kann Mittel in jeder Form außer über ein öffentliches Zeichnungsangebot aufnehmen. Sie kann ausschließlich im Wege einer Privatplatzierung Wechsel, Anleihen und Schuldtitel sowie Schuldverschreibungen und/oder Anteilspapiere emittieren. Die Gesellschaft kann Mittel, einschließlich der Erlöse von Mittelaufnahmen und/oder Emissionen von Wertpapieren, an ihre Tochtergesellschaften oder an Unternehmen ausleihen, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, auch wenn diese Beteiligung nicht erheblich ist, oder an Gesellschaften, die direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft oder einer zur gleichen Gruppe wie die Gesellschaft gehörenden Konzerngesellschaft sind (nachfolgend die “verbundenen Unternehmen”). Sie kann des Weiteren Garantien gewähren und Sicherheiten zugunsten Dritter stellen, um deren Verpflichtungen oder die Verpflichtungen ihrer verbundenen Unternehmen zu besichern. Die Gesellschaft kann darüber hinaus ihr Vermögen ganz oder teilweise verpfänden, übertragen, belasten oder in sonstiger Weise Sicherheiten dafür schaffen.

2.3. Die Gesellschaft kann des Weiteren in Erwerb und Management eines Portfolios von Patenten und/oder sonstigen geistigen Schutzrechten gleich welcher Art oder Herkunft investieren.

2.4. Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Methoden und Instrumente für ihre Investitionen zum Zwecke des effizienten Managements derselben einsetzen, darunter auch Methoden und Instrumente, mit denen die Gesellschaft gegen Kredit-, Währungs-, Zins- und andere Risiken abgesichert werden kann.

2.5. Die Gesellschaft kann wirtschaftliche und/oder finanzielle Geschäfte im Zusammenhang mit direkten oder indirekten Anlagen in bewegliches Vermögen und Immobilien abschließen, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf Erwerb, Eigentum, Anmietung, Vermietung, Leasing, Verleih, Teilung, Abschöpfung, Rückforderung, Entwicklung, Umbau, Kultivierung, Erweiterung, Verkauf oder sonstige Veräußerung, hypothekarische Beleihung, Verpfändung oder Belastung in anderer Weise von beweglichem Eigentum oder Immobilien.

2.6. Die vorgenannte Beschreibung ist im weitesten Sinne zu verstehen und die vorstehende Aufzählung erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“) trägt den Namen "Apparel IP S.à r.l."

Art. 5. Der Hauptgeschäftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt.

Er kann durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter mit Beratungen in der für Satzungsänderungen vorgesehenen Weise an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Die Adresse des Hauptgeschäftssitzes kann innerhalb der Stadt durch einfachen Beschluss des geschäftsführenden Vorstandsmitglieds oder, wenn es mehrere gibt, durch Entscheidung des Vorstands verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen und Zweigniederlassungen in Luxemburg und im Ausland haben.

Art. 6. Das Kapital wird auf ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (12.500,- EUR) festgesetzt, unterteilt in EINHUNDERT (100) Geschäftsanteile zu je EINHUNDERTFÜNFUNDZWANZIG EURO (125,- EUR).

Art. 7. Das Kapital kann jederzeit durch Entscheidung des Alleingesellschafters oder durch Entscheidung der Gesellschafterversammlung in Übereinstimmung mit Artikel 14 dieser Satzung geändert werden.

Art. 8. Jeder Geschäftsanteil verleiht Anspruch auf einen Bruchteil des Unternehmensvermögens und der Gewinne der Gesellschaft in direktem Verhältnis zur Anzahl der bestehenden Geschäftsanteile.

Art. 9. Gegenüber der Gesellschaft sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Geschäftsanteil zulässig ist. Miteigentümer müssen eine einzige Person als ihren Vertreter gegenüber der Gesellschaft benennen.

Art. 10. Bei einem Alleingesellschafter sind die von dem Alleingesellschafter gehaltenen Geschäftsanteile der Gesellschaft ungehindert übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern können die von den einzelnen Gesellschaftern gehaltenen Geschäftsanteile durch Anwendung der Vorschriften von Artikel 189 des Gesetzes übertragen werden.

Art. 11. Die Gesellschaft darf nicht auf Grund von Tod, Aberkennung der bürgerlichen Ehrenrechte, Insolvenz oder Konkurs des Alleingesellschafters oder eines der Gesellschafter aufgelöst werden.

Art. 12. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren geschäftsführenden Vorstandsmitgliedern geleitet, die keine Gesellschafter sein müssen.

Wurden mehrere geschäftsführende Vorstandsmitglieder bestellt, bilden sie den Vorstand ("conseil de gérance").

Die Vorstandsmitglieder können jederzeit mit oder ohne wichtigen Grund durch Gesellschafterbeschluss mit der Mehrheit der Stimmen abgelöst werden.

Im Außenverhältnis hat das geschäftsführende Vorstandsmitglied bzw. der Vorstand alle Befugnisse, im Namen der Gesellschaft in allen Fällen zu handeln und alle Handlungen und Tätigkeiten durchzuführen und zu genehmigen, die mit den Zielen der Gesellschaft übereinstimmen.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich gesetzlich oder gemäß der vorliegenden Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, liegen in der Kompetenz des geschäftsführenden Vorstandsmitglieds oder, wenn es mehrere gibt, in der Kompetenz des Vorstands.

Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift ihres alleinigen geschäftsführenden Vorstandsmitglieds und, wenn es mehrere gibt, durch die einzelne Unterschrift eines der Vorstandsmitglieder gebunden.

Das geschäftsführende Vorstandsmitglied oder, wenn es mehrere gibt, der Vorstand kann seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben an einen oder mehrere Ad-hoc-Beauftragte unterdelegieren.

Das geschäftsführende Vorstandsmitglied oder, wenn es mehrere gibt, der Vorstand bestimmt die Aufgaben sowie (ggf.) die Vergütung dieses Beauftragten, die Dauer der Vertretung und sonstige relevante Bedingungen dieser Beauftragung.

Der Vorstand kann aus seinen Reihen einen Vorsitzenden wählen. Kann der Vorsitzende nicht anwesend sein, wird sein Platz durch Wahl unter den in der Sitzung anwesenden Vorstandsmitgliedern besetzt.

Der Vorstand kann aus seinen Reihen einen Verwaltungsleiter wählen.

Die Sitzungen des Vorstands werden von einem der Vorstandsmitglieder einberufen.

Der Vorstand kann ohne Einladung rechtsgültig tagen, wenn alle Vorstandsmitglieder anwesend oder vertreten sind.

Ein Vorstandsmitglied kann bei einer Sitzung durch ein anderes Vorstandsmitglied vertreten sein.

Der Vorstand kann nur rechtsgültig tagen und Entscheidungen treffen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder durch Stimmrechtsvollmachten vertreten ist und unter der Voraussetzung, dass mindestens zwei Vorstandsmitglieder physisch anwesend sind. Alle Entscheidungen des Vorstands werden durch einfache Mehrheit getroffen. Das Sitzungsprotokoll wird von allen bei der Sitzung anwesenden Vorstandsmitgliedern unterzeichnet.

Eines oder mehrere Vorstandsmitglieder können an einer Sitzung durch Konferenzschaltung oder ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, durch die alle diese an der Sitzung teilnehmenden Personen gleichzeitig miteinander kommunizieren können. Diese Teilnahme gilt als der physischen Anwesenheit in der Sitzung gleichwertig. Eine solche Entscheidung kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten gleichen Inhalts niedergelegt werden, die von allen an der Sitzung beteiligten Personen unterzeichnet werden.

Der Vorstand kann Beschlüsse durch Rundschreiben fassen, in denen sie ihre Zustimmung schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax, E-Mail oder andere ähnliche Kommunikationsmittel erklären. Die Gesamtheit dieser Rundschreiben bildet das Protokoll, das den Beschluss belegt. Solche Beschlüsse können in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten gleichen Inhalts niedergelegt werden, die von allen an der Sitzung beteiligten Personen unterzeichnet wird.

Art. 13. Das geschäftsführende Vorstandsmitglied bzw. die Vorstandsmitglieder übernehmen kraft ihrer Position keine persönliche Haftung für eine Verpflichtung, die von ihm bzw. ihnen in Namen der Gesellschaft erklärt wurde.

Art. 14. Der Alleingesellschafter übernimmt alle der Generalversammlung übertragenen Befugnisse.

Sind mehrere Gesellschafter vorhanden, kann sich jeder Gesellschafter ungeachtet der Anzahl der von ihm gehaltenen Geschäftsanteile an gemeinsamen Entscheidungen beteiligen. Jeder Gesellschafter hat Stimmrechte im Verhältnis zu seiner Beteiligung. Gemeinsame Entscheidungen sind nur dann rechtsgültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern verabschiedet werden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals halten.

Beschlüsse zur Änderung der Satzung der Gesellschaft können jedoch vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes nur von der Mehrheit der Gesellschafter gefasst werden, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft halten.

Art. 15. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jedes Jahres.

Art. 16. In jedem Geschäftsjahr wird zum 31. Dezember der Jahresabschluss der Gesellschaft aufgestellt und das geschäftsführende Vorstandsmitglied oder, wenn es mehrere gibt, der Vorstand erstellt eine Ergebnisrechnung mit Angabe des Wertes der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die vorgenannte Ergebnisrechnung und Bilanz am Hauptgeschäftssitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 17. Die im Jahresabschluss angegebenen Bruttogewinne der Gesellschaft stellen nach Abzug allgemeiner Aufwendungen den Nettogewinn dar. Ein Betrag in Höhe von fünf Prozent (5%) des Nettogewinns der Gesellschaft wird in die gesetzliche Rücklage eingestellt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des nominellen Stammkapitals der Gesellschaft beträgt.

Der Saldo des Reingewinns kann an den/die Gesellschafter entsprechend seiner/ihrer Kapitalbeteiligung an der Gesellschaft verteilt werden.

Das geschäftsführende Vorstandsmitglied oder, wenn es mehrere gibt, der Vorstand ist bevollmächtigt, jederzeit unter folgenden Bedingungen Zwischendividenden zu beschließen und auszuschütten:

1. Das geschäftsführende Vorstandsmitglied oder, wenn es mehrere gibt, der Vorstand erstellt Zwischenbeschlüsse als Grundlage für die Ausschüttung von Zwischendividenden;

2. Aus diesen Zwischendividenden geht hervor, dass ausreichende Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei als vereinbart gilt, dass der Ausschüttungsbetrag die realisierten Gewinne zum Ende des letzten Geschäftsjahres, zuzüglich steuerlich vorgetragener Gewinne und ausschüttungsfähiger Reserven, jedoch abzüglich steuerlich vorgetragener Verluste und Beträge, die in Übereinstimmung mit dem Gesetz oder dieser Satzung in eine Rücklage eingestellt werden müssen, nicht übersteigen darf.

Art. 18. Bei Abwicklung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, gleich ob Gesellschafter oder nicht, durchgeführt, die von den Gesellschaftern bestellt und deren Befugnisse und Vergütung von den Gesellschaftern festgelegt werden.

Art. 19. Bei allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich in dieser Satzung vorgesehen sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes Bezug genommen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Zahlung

Die Geschäftsanteile wurden von der vorgenannten The Branded Apparel Limited, gezeichnet, die Alleingesellschafterin der Gesellschaft ist.

Die Geschäftsanteile wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Gesellschaft nun ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (12.500,- EUR) zur Verfügung stehen, belegt durch den unterzeichneten Notar, der dies bestätigt.

129119

Schätzung

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Lasten jeder Art, die von dem Zeichner auf Grund dieser Gründung zu tragen sind, werden auf ca. 1.250,- EUR geschätzt.

Beschlüsse des alleingeschafters

1) Zum alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbestimmte Zeit wird ernannt:

- Herr Alhard von KETELHODT, expert-comptable, geboren in Bochum (Deutschland), am 27. Mai 1961, berufliche Anschrift 196, rue de Beggen, L-1220 Luxemburg.

Sein Mandat wird auf unbestimmte Zeit erteilt und er hat die Befugnis, die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift zu binden.

2) Die Adresse der Gesellschaft ist L-1220 Luxemburg, 196, rue de Beggen

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Parteien in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung, und bei Unstimmigkeiten zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist die englische Fassung bindend.

URKUNDLICH DESSEN wurde die vorliegende Urkunde in Junglinster, an dem eingangs dieses Dokuments angegebenen Datum errichtet.

Nachdem das Dokument den erschienenen Personen vorgelesen worden war, unterzeichneten sie gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Bestätigung

Die Unterzeichnete Maître Joëlle SCHWACHTGEN, Notar mit Amtssitz in Wiltz, Grossherzogtum Luxemburg, handelnd in Vertretung ihres verhinderten Kollegen Maître Jean SECKLER, Notar mit Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg, bestätigt hiermit vorstehende Urkunde am heutigen Tage aufgenommen zu haben.

Gezeichnet: Isabell FELTEN, Joëlle SCHWACHTGEN.

Enregistré à Grevenmacher, le 24 juillet 2014. Relation GRE/2014/2932. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Junglinster, den 17. Juli 2014.

Référence de publication: 2014117851/335.

(140136166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Ride Fast Motorsports S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 177.595.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110931/9.

(140132287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Morgan Stanley International Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.567.

Les décisions suivantes ont été approuvées et ratifiées par l'assemblée générale annuelle de l'actionnaire unique de la Société qui s'est tenue en date du 21 juillet 2014:

- Renouveler le mandat des administrateurs avec effet immédiat pour une période de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017:

* Monsieur Jacob Mudde;

* Monsieur Christiaan van Arkel;

* Monsieur Daniel Park;

* Monsieur Harvey Mogenson.

- Renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréée Deloitte Audit pour une période d'un an qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015;

- Renouveler le mandat du commissaire aux comptes Morgan Stanley International Incorporated pour une période d'un an qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015;

- Confirmation que le conseil d'administration de la Société est désormais composé par les administrateurs suivants:

- * Monsieur Jacob Mudde;
- * Monsieur Christiaan van Arkel;
- * Monsieur Daniel Park;
- * Monsieur Harvey Mogenson.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Domiciliataire

Référence de publication: 2014110802/30.

(140132171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Shire Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 184.554.810,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 142.123.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110956/10.

(140132554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

PACCOR Group Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.039.045,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 160.907.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110865/10.

(140132611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Patinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 21.360.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110870/10.

(140132709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

PB Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 15, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 96.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2014110873/10.

(140132864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.
